

ÉDUCATION

SHERWOOD PARK

UN AIR DE JURASSIQUE À L'ÉCOLE

► 17

POLITIQUE



INFLATION
DES PANSEMENTS
EN FAVEUR DES
FAMILLES

► 5

ÉCONOMIE



INFLATION
LE DANGER EST
BIEN PRÉSENT

► 7

ÉDUCATION



ENVIRONNEMENT
LE GRAND OUBLIÉ
DES CURRICULUMS

► 10-11

ÉDUCATION



JEUNESSE
DES DIFFÉRENCES
CULTURELLES
À PRENDRE EN
COMPTE

► 14

DIVERTISSEMENT



SAINT-ISIDORE
UN CARNAVAL
HISTORIQUE

► 20

PROVINCIAL

VIE COMMUNAUTAIRE
DÉSINFORMATION
ATTENTION AU «GRAND
REMPACEMENT» VIRTUEL

► 13

PROVINCIAL

ÉDUCATION
RÉSEAUX SOCIAUX
UNE MENACE À PRENDRE
AU SÉRIEUX

► 15



CHRONIQUE «SOCIÉTÉ»
FÉMINISME
UNE VALSE DE PETITS
PAS BIEN TIMIDES

► 22

MOT DE LA PRÉSIDENTE

Chers lecteurs et lectrices, *Le Franco* est confronté depuis quelques années à des défis financiers et de recrutement de personnel, au même titre que tous les autres médias au Canada. Le conseil d'administration du *Franco* a fait appel récemment aux expertises reconnues de Réseau.Presse, l'unique réseau de journaux de langue française desservant la population franco-canadienne en situation minoritaire. *Le Franco* en est membre. Réseau.Presse nous accompagnera dans la préparation d'un plan de restructuration pour

le journal. Nous souhaitons qu'il en émane une meilleure santé organisationnelle pour notre journal. La communauté franco-albertaine a exprimé son attachement au journal par le passé et nous voulons continuer de lui offrir un média dont elle sera fière. Je tiens à remercier nos abonnés et partenaires de leur soutien et de leur fidélité. Je vous informe également que la fréquence du journal deviendra mensuelle après ce numéro. Je vous tiendrai informer de nos démarches à venir.

Virginie Dallaire



Avec l'application gratuite **Le Francopass**, pratique ton français en découvrant la francophonie locale!



• Pour t'inscrire au FP, rends-toi sur : francopass.artsrn.ualberta.ca/



• Code FP valable du 9 au 23 février 2023 : **4h3m02zb**



↑ «Ce sont 16 300 francophones qui sont arrivés au Canada l'an dernier. Une augmentation de 450 % depuis que notre gouvernement est au pouvoir», affirme la secrétaire parlementaire du ministre de l'Immigration, Marie-France Lalonde. Crédit : Andre Furtado – Pexels

LE CANADA RESPECTE ENFIN SON OBJECTIF EN IMMIGRATION FRANCOPHONE HORS QUÉBEC

Il aura fallu 20 ans au ministère de l'Immigration pour respecter sa cible de nouveaux arrivants francophones à l'extérieur du Québec. Le ministre de l'Immigration confirme que ce sont 4,44 % de nouveaux arrivants francophones qui sont arrivés au Canada en 2022.



Les francophones peuvent constater l'atteinte d'un palier. «Et ce, un an avant la date prévue», a souligné Marie-France Lalonde en conférence de presse le 23 janvier dans une école secondaire francophone de Sturgeon Falls, dans le Nord de l'Ontario. La secrétaire parlementaire du ministre de l'Immigration a affirmé «avoir eu des frissons» en faisant l'annonce.

«Ce sont 16 300 francophones qui sont arrivés au Canada l'an dernier. Une augmentation de 450 % depuis que notre gouvernement est au pouvoir», a-t-elle ajouté.

ÉCART DE PLUS DE 2% DEPUIS 2021

À la fin de 2021, «à l'approche de sa nouvelle échéance», le Commissariat aux langues officielles (CLO) constatait qu'«il était incertain que la cible [serait] atteinte». En 2021, l'immigration francophone hors Québec représentait 1,95 %, un taux bien en dessous des 4,4 % prévus depuis 2003.

Le recensement de 2021 indiquait que «la proportion d'immigrants récents établis à l'extérieur du Québec et n'ayant que le français comme première langue officielle parlée (PLOP) était de 2,1 %». Une légère baisse comparativement aux données de 2016 qui en recensaient 2,6 %.

Selon Immigration Réfugiés Citoyenneté Canada (IRCC), le bond considérable de nouveaux arrivants francophones au Canada entre 2021 et 2022 est dû en grande partie à l'ouverture des frontières après la pandémie.

«La stratégie du Canada pendant la pandémie était [d'admettre] les personnes qui étaient déjà au Canada comme nouveaux arrivants. Aujourd'hui, les frontières sont ouvertes, beaucoup sont arrivés», a justifié le ministre Fraser en conférence de presse.

Selon sa secrétaire parlementaire, Marie-France Lalonde, «il reste du pain sur la planche pour atteindre un nouveau but». Surtout dans un contexte où les francophones hors Québec assistent à leur perte de poids démographique, confirmé par le recensement 2021.

«Nous marquons un **jalon** très important après deux décennies de travail incessant, a confirmé Yves-Gérard Méhou-Loko, vice-président de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada. On a atteint le camp de base, maintenant nous sommes prêts à viser le sommet, en nous donnant une nouvelle cible plus élevée qui permettra de rétablir le poids démographique des communautés francophones et acadiennes à ce qu'il était avant 2001.»

En 2022, la FCFA a recommandé au ministère de l'Immigration l'adoption d'une nouvelle cible progressive établie à 12 % dès 2024 pour atteindre 20 % en 2036. Selon l'organisme, ces cibles

En 2001, la population francophone hors Québec représentait 4,4 % de la population canadienne. C'est ce qu'a rappelé l'étude du Commissariat aux langues officielles (CLO) publiée le 30 novembre 2021. Pour assurer le maintien du poids démographique de cette frange de la population, ce pourcentage est devenu une cible pour l'immigration francophone hors Québec, qui devait être atteinte dès 2008. La cible a ensuite été repoussée à 2023.

3,3 % de francophones à l'extérieur du Québec

Les francophones hors Québec représentent 3,3 % de la population canadienne, selon les données du recensement publiées le 17 août 2022 par Statistique Canada. Un recul de 0,3 % alors qu'ils représentaient 3,6 % de la population en 2016.



↑ À une semaine de la reprise des travaux parlementaire, le ministre de l'Immigration a annoncé que pour la première fois en 20 ans, et avec un an d'avance sur la date prévue, que le gouvernement fédéral avait atteint sa cible de 4,4 % en 2022. Crédit : Inès Lombardo – Francopresse



↑ La secrétaire parlementaire du ministre de l'Immigration, la députée franco-ontarienne Marie-France Lalonde s'est dite «émue» de voir ce palier historique franchi. Crédit : Inès Lombardo – Francopresse

permettraient de renverser le déclin démographique de la francophonie.

Il «n'est pas possible d'obtenir demain 12 %, car il n'y a pas de candidatures [pour atteindre cette cible] dans le système d'immigration», a indiqué le ministre Fraser questionné par Francopresse.

«Je n'ai pas d'annonce aujourd'hui pour de nouvelles cibles. C'est essentiel pour le gouvernement fédéral de participer aux événements de recrutement et de promotion. C'est essentiel de faire des investissements dans les organismes d'établissement, et essentiel de continuer à utiliser le nouvel outil pour sélectionner les personnes qui ont les compétences nécessaires et linguistiques. Mais le gouvernement doit continuer de travailler avec les parties prenantes pour assurer de nouvelles cibles réalisables», a-t-il ajouté. ▲

GLOSSAIRE

JALON
Ce qui sert à situer, à diriger



INÈS LOMBARDO
JOURNALISTE



Alaa Al Araj, du Centre for Newcomers, et Jean Michel Okitokende, de la Cité des Rocheuses, s'occupent du kiosque. Crédit : Arnaud Barbet

UN KIOSQUE S'OCCUPE D'ENCADRER L'ARRIVÉE DES NOUVEAUX ARRIVANTS À L'AÉROPORT DE CALGARY

Depuis quelques mois, les nouveaux arrivants qui atterrissent à l'aéroport international de Calgary peuvent se rendre à un kiosque aménagé dans le but de les accueillir, de répondre à leurs questions et de les guider vers les ressources dont ils auront besoin pour s'établir dans la métropole.



IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

UNE PERSONNE QUI PARLE LE FRANÇAIS EST LÀ À PEU PRÈS TOUS LES JOURS POUR S'OCCUPER DES NOUVEAUX ARRIVANTS FRANCO-PHONES.»
Alejandra Aracena

Pour plus d'information :
• Centre d'arrivée des immigrants : bit.ly/3ZSy18v

GLOSSAIRE
MODESTE
Se dit d'un nombre peu élevé

GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

Cette initiative est née d'un partenariat entre huit organismes communautaires qui ont été mandatés par les autorités de l'aéroport afin de trouver une solution pour prendre en charge la masse de nouveaux arrivants qui déferle sur Calgary depuis la réouverture des frontières et le début de la guerre en Ukraine.

En ville, «[les organismes d'accueil] ont commencé à être complètement submergés. Pour résoudre cet enjeu, on s'est dit qu'on allait se mettre ensemble et s'entraider», explique Michèle Katuku qui travaille comme agente de développement des programmes pour le Portail de l'Immigrant Association (PIA), un des organismes impliqués dans le projet.

Finalement, l'ouverture du kiosque à l'aéroport, tous les jours de 14h à 20h, est une première étape pour traiter en amont certains cas et pour mieux les aiguiller vers des organismes pertinents. Une manière d'alléger la demande exponentielle. La présence d'agents d'information est assurée par rotation, note Michèle. «Les représentants des huit organismes envoient des travailleurs en alternance.» Et l'objectif, précise-t-elle, est d'«avoir quelqu'un qui parle français sur place en tout temps».

Elle mentionne aussi que depuis son inauguration, le Centre d'arrivée des immigrants s'occupe de tous les nouveaux arrivants qui se présentent au kiosque, «indépendamment de [leur] statut». «On ne fait pas la différence entre



Alejandra Aracena est coordonnatrice à la Cité des Rocheuses. Crédit : Courtoisie



Michèle Katuku travaille comme agente de développement des programmes pour le Portail de l'Immigrant Association. Crédit : Courtoisie

un réfugié ou un résident permanent, on est au service de toute la communauté et on est là pour répondre à toutes les questions», ajoute-t-elle.

UN ACCOMPAGNEMENT EN FRANÇAIS... ET DANS D'AUTRES LANGUES!

Sauf que le PIA n'a pas assez d'effectifs pour envoyer un membre de son personnel sur place. C'est la Cité des Rocheuses, l'autre organisme francophone participant au projet, qui doit donc s'occuper de l'ensemble des rotations du côté francophone. «Une personne qui parle le français est là à peu près tous les jours pour s'occuper des nouveaux arrivants francophones», précise Alejandra Aracena, coordonnatrice à la Cité des Rocheuses.

Sinon ce sont les autres organismes impliqués dans l'initiative qui sont sur place : Action Dignity, Calgary Bridge Foundation for Youth, Calgary Immigrant Women's Association, Centre for Newcomers, Immigrant Services Calgary et The Immigrant Education Society.

Lorsqu'ils se présentent au kiosque, explique Alejandra, les nouveaux arrivants sont d'abord dirigés vers le Portail de l'Immigrant Association qui agit comme la «porte d'entrée des francophones à Calgary». Une fois que le PIA a évalué leurs besoins, les nouveaux arrivants sont ensuite transférés vers le CANAF et la Cité des Rocheuses qui s'occupent de faire le suivi dans les semaines qui suivent.

Alejandra Aracena et Michèle Katuku s'entendent toutes les deux pour dire qu'il est primordial d'offrir des services d'accueil dans les deux langues officielles du Canada, surtout que la «barrière

langagière» demeure un défi de taille pour les nouveaux arrivants francophones qui atterrissent à Calgary. «Notre communauté francophone a beau être minoritaire ici, il faut quand même faire sentir notre présence pour en assurer sa visibilité», souligne d'ailleurs Michèle Kutuku.

Casey Kennedy, la responsable du service à la clientèle pour Immigration Services Calgary, est heureuse que son organisme collabore avec le PIA et la Cité des Rocheuses sur ce projet. Selon elle, la diversité des organismes présents à l'aéroport permet de mieux servir les besoins des nouveaux arrivants, quels qu'ils soient. Elle en rajoute en expliquant que «les personnes qui travaillent au kiosque sont pour la plupart bilingues ou trilingues (certains parlent français et anglais, mais d'autres parlent l'espagnol ou l'arabe), ce qui leur permet de servir certains nouveaux arrivants dans leur langue maternelle même si ce n'est pas le français ou l'anglais».

MANQUE DE VISIBILITÉ?

Alejandra Aracena estime qu'un nombre **modeste** de francophones se sont présentés au kiosque depuis son ouverture. Elle rappelle cependant que l'initiative est encore jeune et que le Centre d'arrivée des immigrants «commence à peine à se faire connaître».

L'emplacement du kiosque, qui se trouve à proximité de la porte 12 sur l'étage dédié aux arrivées, ne semble cependant pas poser problème si l'on en croit les dires de Casey Kennedy. «La localisation est parfaite parce qu'on est à mi-chemin entre le terminal domestique et international. Et de toute manière, c'est au personnel de se déplacer sur le terrain pour accueillir les nouveaux arrivants et les diriger vers le kiosque», ajoute-t-elle.

Une pratique qui semble nécessaire. En effet, lorsque la rédaction s'est rendue sur place, le manque flagrant de signalétique et la méconnaissance de certains employés de l'aéroport quant à l'existence du kiosque pouvaient interroger sur l'efficacité de celui-ci. D'ailleurs le kiosque est situé plus près des arrivées domestiques qu'internationales.

Finalement, c'est tout de même 500 nouveaux arrivants qui auraient visité le Centre d'arrivée des immigrants en décembre, selon des renseignements partagés par Immigrant Services Calgary. ▲

LES TWEETS DE LA SEMAINE



FCSFA
@FCSFA3

Toutes nos félicitations à Tanya Saumure et Réginald Roy!!! Un honneur bien mérité! #frab



Très reconnaissante de recevoir avec mon merveilleux collègue, la médaille du jubilé de platine de la Reine, pour nos contributions à l'éducation en Alberta. Merci à la ministre pour ce bel honneur. #frab



ONFR+
@ONfr_TFO
ONFR + suit l'actualité francophone au quotidien. On raconte des histoires qui vont au-delà de la manchette et on fait découvrir des artistes et leurs univers.



La refonte de la Loi sur les langues officielles obligera les futurs gouvernements et IRCC à respecter sa cible en immigration francophone, atteinte seulement une fois depuis 2003. #frcan #polcan #ircc



↑ Le commissaire aux langues officielles, Raymond Thériault : «J'ai l'impression que chaque aéroport a des explications différentes. Mais très souvent, c'est une question de ressources [...]». Crédit : Pixabay



« ON A MIS LES ATTENTES TRÈS ÉLEVÉES EN MATIÈRE DE LANGUES OFFICIELLES ET ÇA FAIT 50 ANS QU'ON ÉCHOUE À LES RÉALISER. »
Rémi Léger

Rémi Léger, professeur agrégé de sciences politiques à l'Université Simon Fraser en Colombie-Britannique.

«On a mis les attentes très élevées en matière de langues officielles et ça fait 50 ans qu'on échoue à les réaliser. [...] Cela ne suffit pas de fixer des attentes, il faut aussi penser aux moyens pour les réaliser.» Selon l'universitaire, il y a souvent de grands débats autour des objectifs, mais moins de passion quand il s'agit d'évoquer les budgets et les outils à mettre en place pour les atteindre.

«Il faut être un peu plus pragmatique, étape par étape, ajoute-t-il. Par exemple en fixant un nombre de membres du personnel bilingue atteignable pour dans deux ans, puis augmenter peu à peu ce nombre sur une échéance de cinq ans, puis dix ans, etc.»

ACCÉLÉRER LE PROCESSUS DE TRAITEMENT DES PLAINTES

Rémi Léger revient en outre sur la nécessité d'accélérer le processus de plainte. «Le commissaire aux langues officielles n'a pas la capacité de traiter des plaintes dans des délais raisonnables. J'ai l'impression que cela a pour résultat que l'on perd espoir. On dépose une plainte et on connaît l'issue 18 mois plus tard. On se perd un peu dans la machine administrative. Ce n'est pas un système qui est fait pour appuyer le citoyen ou la citoyenne qui a des droits et qui considère que ces droits ont été lésés.»

Néanmoins, le projet de loi C-13, qui doit moderniser la *Loi sur les langues officielles*, pourrait changer la donne. C'est du moins ce qu'espère Raymond Thériault : «Je souhaite que la nouvelle approche nous permette d'aller plus vite et d'assurer, en bout de ligne, une meilleure conformité.»

EN ATTENDANT LA LOI

Aujourd'hui, lorsqu'une plainte est jugée recevable dans le cadre d'une enquête, le commissaire émet des recommandations, mais celles-ci ne sont pas contraignantes. «Ceci est toutefois appelé à changer avec le projet de loi C-13», rappelle le commissaire aux langues officielles.

D'après la mouture actuelle du texte, le commissaire aura la possibilité de conclure des accords de conformité et d'émettre, dans certains cas, des ordonnances et des sanctions administratives pécuniaires dans le domaine des transports.

Reste à savoir quand le projet de loi sera adopté et quand il sera mis en place. «C-13, en tant que projet de loi, ne va pas à lui seul changer la situation dans les aéroports, tempère Rémi Léger. Mais C-13 se veut un morceau de quelque chose de plus large et englobant, censé s'accompagner de règlements, de politiques administratives [...] Cela fait 4 ans qu'on cherche à faire adopter C-13. Cela va prendre combien de temps pour développer les règlements et quand vont-ils se développer?». Le décollage n'est pas pour tout de suite. ▲

LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES: LES AÉROPORTS EN RETARD

FRANCOPRESSE

Pour plus d'information ou porter plainte au Commissariat aux langues officielles : clo-ocol.gc.ca/fr/index

CAMILLE LANGLADE
JOURNALISTE

Entre 2018 et 2022, 504 plaintes contre des administrations aéroportuaires fédérales ont été jugées recevables par le commissaire aux langues officielles. Leur tort : ne pas avoir respecté leurs obligations linguistiques en vertu de la *Loi sur les langues officielles*. Un problème récurrent, alors que l'adoption du projet de loi C-13 se fait attendre.

Sur le **tarmac**, le bilinguisme fait encore défaut. Se faire servir dans la langue officielle de son choix dans un aéroport fédéral est un droit; mais un droit encore loin d'être acquis, comme le montrent les rapports du Commissariat aux langues officielles (CLO).

«Année après année, je reçois des plaintes qui visent autant les institutions fédérales que les entreprises privées assujetties à la Loi [sur les langues offi-

GLOSSAIRE

TARMAC
Ensemble des zones de circulation et de stationnement des avions, y compris les parkings, à l'exclusion des pistes d'atterrissage



cielles (LLO)]. Un grand nombre de ces plaintes proviennent du public voyageur servi par des institutions comme les autorités aéroportuaires, l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien ou encore la société aérienne Air Canada», déclare le commissaire dans son rapport annuel 2021-2022.

UN PROBLÈME RÉCURRENT

À chaque fois, le constat est le même : selon les plaignants, les communications ou les services assurés par les administrations n'ont pas été fournis dans les deux langues. Des manquements observés sur place, à l'aéroport, mais aussi (et surtout) sur sa toile.

Un grand nombre de plaintes vise les communications destinées au public sur les plateformes numériques des aéroports, que ce soit sur leurs sites internet ou via leurs réseaux sociaux.

«J'ai l'impression que chaque aéroport a des explications différentes. Mais très souvent, c'est une question de ressources, de personnel bilingue. D'autre part, ça dépend de l'interprétation qu'ils font du public voyageur», note le commissaire aux langues officielles.

DES ATTENTES TROP ÉLEVÉES?

Côté ressources humaines, les autorités aéroportuaires disent avoir des difficultés à recruter des employés bilingues, surtout dans les régions où il n'y a pas beaucoup de francophones.

«Étant donné le nombre de francophones dans certaines villes du pays, sans parler du nombre de francophones intéressés par une carrière dans les services de sécurité des aéroports, on peut se demander si les attentes fixées pour certains aéroports sont les bonnes, sont réalistes», souligne

NOTRE EXPÉRIENCE VOTRE AVANTAGE

VOTRE SOLUTION COMMENCE ICI

Nos avocats travaillent dans presque tous les domaines du droit et nous serions heureux de vous proposer l'expertise dont vous avez besoin pour relever les défis et saisir les opportunités qui se présentent.

MD MCCUAIG DESROCHERS LLP
BARRISTERS SOLICITORS AVOCATS

T: (780) 426-4660 TF: 1-888-426-4660

www.mccuaig.com



↑ Depuis le 18 janvier 2023, les familles avec enfant(s) et les aînés albertains dont le revenu annuel est inférieur à 180 000 \$ peuvent solliciter 100 \$ par mois pendant six mois.
Crédit : ElasticComputeFarm, Pixabay

**LA RÈGLE DE
GRAND-MÈRE
GRAMMAIRE**

LES HOMOPHONES

Ce sont des mots qui se prononcent de la même façon, mais qui ont une orthographe différente.

Ta / t'a / tas

Ta est un déterminant possessif généralement placé avant un nom.

T'a est le pronom personnel «te» accompagné du verbe «avoir» conjugué au présent de l'indicatif à la 3^e personne du singulier.

Tas est un nom masculin qui désigne «une accumulation de choses».

Ex : **Ta** sœur a accumuler un **tas** d'objets décoratifs. Elle **t'a** invité à en récupérer pour **ta** nouvelle maison.

UNE AIDE CONTRE L'INFLATION TROP CIBLÉE

PROVINCIAL

\$ ÉCONOMIE

FRANCOPRESSE

*

GLOSSAIRE

JUGULER

Enrayer, empêcher d'agir

MARINE ERNOULT
JOURNALISTE

Cent dollars par mois pendant six mois pour les familles avec enfant(s) et les aînés répondant à certaines conditions. C'est la solution anti-inflation que le gouvernement albertain a sortie de sa poche. Une aide bienvenue qui laisse de côté les foyers à faible revenu sans enfant.

Depuis le 18 janvier, les familles avec enfant(s) et les aînés albertains dont le revenu annuel est inférieur à 180 000 \$ peuvent solliciter 100 \$ par mois pendant six mois. Un dispositif cumulatif qui permettra notamment aux parents de recevoir une prestation par personne mineure.

«Il s'agit d'un montant cohérent, plutôt bien calibré et efficace pour contrer la pression inflationniste à laquelle ces foyers font face», salue Trevor Tombe, professeur d'économie à l'Université de Calgary. En 2022, les prix ont augmenté de 6,4 % dans la province par rapport à l'année précédente.

DEMANDE CONSTANTE MALGRÉ LA HAUSSE DES PRIX

Cet argent aidera les Albertains à faire notamment leur épicerie et leur plein

d'essence, mais Trevor Tombe estime également que les ménages pourraient l'utiliser pour rembourser leurs dettes. «Plusieurs études ont montré une augmentation récente du taux d'endettement des ménages, les 600 \$ pourraient servir à payer des factures impayées», avance l'économiste.

Le dispositif ciblé laisse néanmoins sur le bord de la route certaines catégories de personnes. Aux yeux de Trevor Tombe, les grands oubliés sont avant tout les foyers à faible revenu sans enfant.

«Ce n'est pas parce qu'on est jeune et sans enfant que l'on n'est pas touché par l'inflation, insiste-t-il. Aujourd'hui, tous les ménages modestes, quelle que soit leur composition familiale, consacrent une large part de leur budget aux produits alimentaires et à l'essence dont le coût explose.»

Les chiffres montrent que la demande pour les produits alimentaires de base et l'essence change relativement peu par rapport aux prix. Autrement dit, ce n'est pas parce que les prix montent que la demande diminue.

Trevor Tombe plaide en faveur d'une aide anti-inflation ouverte à tous, sur le modèle de la Saskatchewan voisine : «Le gouvernement avait la marge de manœuvre budgétaire qui lui aurait permis d'être plus généreux.»

L'universitaire rappelle à cet égard que la province s'attend à des surplus financiers de 13 milliards, notamment en raison de la hausse sans précédent des prix du baril de pétrole.

PORTAIL UNIQUEMENT EN ANGLAIS POUR TOUCHER L'AIDE

Si l'aide est effective sur papier, les individus admissibles sont encore loin d'avoir l'argent dans leur compte en banque. Le gouvernement a fait le choix de créer son propre portail et de ne pas passer par l'Agence du revenu du Canada. Les demandeurs doivent au préalable créer un compte sur MyAlberta, accessible uniquement en anglais.

Ensuite, les autorités leur envoient par la poste une lettre comprenant un code de vérification qu'ils doivent fournir

en ligne. Ce n'est qu'à ce moment-là qu'ils peuvent formellement remplir une demande pour recevoir les prestations.

«S'il y a des ratés dans le fonctionnement du portail et le versement de l'aide, ça va renforcer l'idée que Danielle Smith est incompétente. Sa capacité à gouverner va être encore plus remise en doute, surtout à quelques mois des élections», observe Frédéric Boily.

D'ici là, le gouvernement provincial doit présenter son nouveau budget. «Danielle Smith pourrait annoncer de nouvelles mesures anti-inflation, croit Trevor Tombe. Je ne serai pas surpris qu'elle décide de commencer par les aînés et les familles avec enfant, avant d'élargir la liste des bénéficiaires.»

UNE MESURE ÉLECTORALISTE

À l'approche du scrutin provincial en mai prochain, «il y a une dimension électoraliste pour le Parti conservateur uni au pouvoir», analyse Frédéric Boily, professeur de sciences politiques au Campus Saint-Jean à Edmonton. «Ils veulent satisfaire une partie de leur électorat», poursuit le politologue.

Trevor Tombe s'interroge en outre sur la priorité donnée aux aînés, qui «reçoivent déjà des prestations fédérales indexées à l'inflation. [...] À revenu égal, la pression inflationniste est plus forte sur les jeunes que sur les seniors», précise l'expert.

Depuis l'automne dernier, **juguler** les conséquences économiques et sociales de la flambée des prix est devenu l'une des priorités de la première ministre Danielle Smith. En novembre, elle avait annoncé une enveloppe de 2,4 milliards afin de financer un ensemble de mesures anti-inflationnistes, qui a été bonifiée à 2,8 milliards en janvier.

«Elle veut faire oublier tout ce qui se passe, en particulier l'affaire des courriels envoyés aux procureurs de la Couronne», considère Frédéric Boily. Le bureau de la première ministre aurait envoyé des courriels au Service des procureurs de la Couronne de l'Alberta, remettant en cause les décisions des magistrats sur des cas de poursuites liées au barrage routier de Coutts. Ce barrage avait été érigé à la frontière entre le Canada et les États-Unis pour protester contre les mesures sanitaires liées à la COVID-19. ▲

AU BORD DE LA CREVAISON

Cette expression acadienne désigne l'état d'une personne qui est proche de la mort. En France et au Québec, nous pourrions dire à **l'article de la mort**.

Ex : Mon grand-père est **au bord de la crevaison**, il est à surveiller de près.

Les familles d'accueil, ainsi que les bénéficiaires de l'aide sociale, de l'allocation pour personnes lourdement handicapées, de l'allocation pour personnes ayant un trouble de développement ou encore de la prestation albertaine pour aînés n'ont pas besoin de faire la demande et recevront automatiquement le premier paiement.

DR. CLAUDE BOUTIN ORTHODONTIST

wired wireless

Dr Claude Boutin
B.Sc, D.D.S., D. Ortho., F.R.C.D
Spécialiste certifié en orthodontie

- Orthodontie pour les enfants et les adultes
- Services en français
- Cabinets de traitement privés et modernes
- Technologie de pointe
- Aucune référence nécessaire

Market Mall Executive Professional Centre
Suite 124 – 4935 40 Avenue N.O.
Calgary, AB T3A 2N1

Tél. : (403) 284-5202
www.drboutin.com

SUGGESTIONS CULTURELLES DU FRANCO!



Suggestions
culturelles de
Frédéric Audet,
fier Acadien



Pélagie-la-Charrette.
Auteure :
Antonine Maillet.
Éditeur : Grasset

De Bouctouche au Nouveau-Brunswick, Antonine Maillet est sans nul doute parmi les noms les plus connus non seulement en Acadie, mais dans toute la francophonie. Son roman phare *Pélagie-la-Charrette* réécrit l'histoire à sa façon, avec le sang d'un peuple qui porte encore au cœur les cicatrices d'une grande blessure. Dans cette œuvre titanessque, on découvre que l'Acadie n'est ni un souvenir ni une fiction, que c'est une réalité qui clame haut sa parole. *Pélagie-la-Charrette* vivra toujours.



Mourir à Scoudouc.
Poète :
Herménégilde Chiasson.
Éditeur : Perce-Neige

Artiste acclamé aux formes et expressions variées, Herménégilde Chiasson est un poète, dramaturge, peintre, cinéaste, professeur, photographe et ancien lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick. Chiasson est la figure la plus en vue des poètes pionniers de la « Renaissance acadienne », sa production créative et son leadership culturel s'étendant sur près d'un demi-siècle.



Fil de téléphone.
Artistes :
Les Hay Babies.
Étiquette : Simone Records

Composé de trois jeunes Acadiennes, de bonnes amies, le groupe Les Hay Babies mélange comédie, rock et mode. Douées de voix harmonieuses, avec un rythme contagieux et des paroles bien ficelées, Les Hay Babies sont là pour rester. Après que son album indie-folk-country *My Homesick Heart* a été couronné « Album francophone de l'année » aux East Coast Music Awards en 2015, le groupe s'est graduellement imposé sur la scène nationale.



↑ L'offre n'est plus excédentaire comme elle l'était en 2020. Crédit Arnaud Barbet - Archives Le Franco

LE MARCHÉ IMMOBILIER DE CALGARY, UNE ANOMALIE CANADIENNE

Tandis qu'on assiste à une décroissance du prix des propriétés partout au Canada depuis les sommets historiques atteints au printemps 2022, le marché immobilier de Calgary semble demeurer stable et pourrait même continuer à croître en 2023, selon certains experts.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



LES PROPRIÉTÉS
ONT BAISSÉ
PENDANT CINQ
ANS ENTRE
2015 ET 2019.»
Paule Leemans

Pour plus
d'information :

• Calgary Real Estate Board (CREB) :
www.creb.com



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

Si on regarde les dernières données sur les prix des maisons à Calgary, on constate qu'on n'a pas vraiment eu de correction [de prix] comme ailleurs au Canada. Ici, on a affaire à un marché qui reste stable», relate d'entrée de jeu Charles St-Arnaud, économiste en chef chez Alberta Central.

Pourtant, à Toronto et Vancouver, comme à Montréal, «on note une réduction de prix d'environ 20%», note l'économiste. Si cette décroissance ne semble pas se traduire sur le marché calgarien pour le moment, cela est dû à «plusieurs facteurs».

D'abord, «il faut considérer le point de départ des marchés», et ce, avant le début de la pandémie de COVID-19 qui a fait «gonfler les prix d'un bout à l'autre du pays». À ce titre, l'économiste précise que le développement économique a été plus «lent» à Calgary que dans le reste du Canada au cours de la dernière décennie.

UNE ÉCONOMIE QUI DÉPEND DU SECTEUR ÉNERGÉTIQUE

«Il faut rappeler que beaucoup de gens qui habitent à Calgary ont des emplois liés au secteur énergétique. Avec la crise du pétrole survenue en 2015, plusieurs personnes ont perdu leur emploi et les salaires n'ont pas augmenté ici autant qu'ailleurs [au pays]», analyse Charles St-Arnaud. Sans stabilité économique, les acheteurs se sont faits rares et le marché immobilier a «sous-performé».

C'est une hypothèse que soutient aussi la courtière immobilière Paule Leemans qui exerce à Calgary depuis plus de deux décennies. Selon elle, «les propriétés ont baissé pendant cinq ans entre 2015 et 2019» en raison de la crise du pétrole. «À ce moment, les prix à Calgary n'avaient jamais été aussi bas», se remémore-t-elle.

Avec le deuxième «choc pétrolier» survenu en Alberta durant la pandémie, Charles St-Arnaud estime que le marché immobilier de Calgary a pris encore plus de «retard par rapport aux autres régions du Canada». Rappelons que les prix du pétrole avaient chuté de presque 30% en mars 2020, ce qui avait causé beaucoup



↑ Nadine Faule a plus de trente ans d'expérience comme courtière à Calgary. Crédit : Courtoisie

d'incertitude dans l'industrie énergétique et dans l'économie albertaine. Au même moment, les marchés immobiliers s'enflammaient dans le reste du pays.

«Alors qu'une hausse **faramineuse** du prix des maisons survenait à Montréal et à Toronto en 2020, le boom immobilier de Calgary, lui, s'est passé beaucoup plus tard, vers la fin 2021 et au début de l'année 2022», avance Charles St-Arnaud. Un an plus tard, les prix sont toujours élevés dans la métropole albertaine, mais ne nécessitent pas «les mêmes corrections» que celles enregistrées dans les autres grandes villes du pays, «simplement parce qu'ils n'ont pas connu les mêmes excès».

«À Montréal, Vancouver et Toronto, les marchés n'ont jamais été aussi chers depuis 1981, quand les taux d'intérêt étaient de plus de 20%», rappelle l'économiste. Mais à l'inverse, nuance-t-il «l'abordabilité à Calgary est en ligne avec les moyennes historiques des quarante dernières années». En d'autres mots, c'est comme si le marché immobilier de Calgary avait comblé, au cours des deux dernières années, le retard qu'il avait accumulé historiquement par rapport aux autres grandes villes du pays.

PEU D'INVENTAIRES, BEAUCOUP DE NOUVEAUX ACQUÉREURS

Paule Leemans estime, elle aussi, que le marché calgarien va se stabiliser dans les prochains mois, même s'il risque «d'augmenter un peu encore en début d'année».

Cette hausse sera notamment due «au manque d'inventaire qui continue d'affecter le marché immobilier de la ville en raison de la demande grandissante», rappelle la courtière immobilière chez RE/MAX.

Selon elle, le prix élevé des propriétés en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique a convaincu plusieurs personnes de migrer vers l'Alberta. Et son hypothèse tient la route : l'Alberta connaît actuellement une croissance de population historique. La province a accueilli près de 60 000 nouveaux habitants entre juillet et octobre 2022, dont le tiers sont arrivés d'une autre province.

Ce phénomène de migration interprovinciale a aussi été remarqué par la courtière immobilière Nadine Faule qui travaille, elle aussi, à Calgary depuis 1993. Tout comme Paule Leemans, elle offre ses services à une majorité de francophones. «Environ 80% des transactions que j'ai faites en 2022, c'était avec des gens du Québec, de Toronto, d'Ottawa et de Vancouver. Ils sont tous arrivés à Calgary pour acheter des maisons et des appartements parce que c'est beaucoup moins cher ici et en plus on paie moins de taxes», mentionne-t-elle.

Sauf que si les prix des propriétés demeurent élevés dans les prochains mois et «continuent à augmenter comme c'est envisagé», ce sera principalement en raison de toutes les nouvelles arrivées dans la province, estime Nadine Faule. «On n'a pratiquement plus de maisons à vendre»,

admet-elle. La courtière dit même avoir récemment vendu un condo bien au-delà de sa valeur réelle, cela en raison du manque de «comparables sur le marché».

Pour remédier à cette «pénurie de propriétés sur le marché de Calgary», plusieurs acheteurs se tournent maintenant vers des villes avoisinantes comme Cochrane, Airdrie, Okotoks et Chestermere. Un changement géographique dans l'acte d'achat qui n'a d'ailleurs pas été sans conséquence. «Vers la fin 2022, les prix augmentaient plus à Airdrie et à Okotoks qu'à Calgary», reconnaît-elle. ▲

GLOSSAIRE

FARAMINEUX
Extraordinaire par
sa grandeur, son
importance

L'ENDETTEMENT INQUIÈTE DE PLUS EN PLUS LES MÉNAGES ALBERTAINS

Les effets de l'inflation et de la hausse des intérêts se font ressentir en Alberta tandis qu'on apprenait à la mi-janvier que 52% des citoyens se sentent inquiets face à leur niveau d'endettement. Et leurs préoccupations semblent justifiées si l'on se fie au nombre de faillites qui ont été déclarées en novembre dernier dans la province. Dans ce climat économique, le risque d'une récession pourrait bien être la goutte qui fait déborder le vase.



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

L'économiste en chef chez Alberta Central, Charles St-Arnaud, estime à «fortes» les chances qu'une récession «modeste» frappe le Canada au cours des prochains mois. Il se fait toutefois rassurant et pense que si une récession devait survenir au pays, elle risque de ne pas affecter la province albertaine trop durement.

«Ce qui semble être le scénario le plus envisageable, c'est que la croissance en Alberta va demeurer plus forte qu'ailleurs au Canada, mais ça reste à discuter», explique-t-il.

Une récession pourrait certes mener à des pertes d'emplois et une augmentation du taux de chômage, mais ce ne sera rien de «majeur», prévoit l'économiste. En même temps, cette récession pourrait être «le mal nécessaire pour ramener l'inflation à la cible de 2%» et du même coup, «augmenter le pouvoir d'achat des ménages», nuance-t-il.

C'est une hypothèse qu'appuie Lindsay Burchill qui est vice-présidente du secteur Insolvabilité des consommateurs pour le cabinet de comptables Meyers Norris Penny (MNP) à Calgary. Selon elle, l'inflation actuelle «érode la capacité des consommateurs à s'acquitter de leurs dettes» tandis que les taux d'intérêt «ne font qu'accroître le montant qu'ils devront rembourser au final».

Chez MNP, le nombre de consultations et d'appels a augmenté de manière considérable dans les derniers mois et pour cause : en novembre, le nombre de cas d'insolvabilité a atteint un sommet en Alberta avec plus de 1400 dossiers, une première depuis mars 2020. «Pendant la COVID, les faillites avaient chuté de 40% au Canada», rappelle Lindsay Burchill, notamment en raison des mesures d'aide financière mises en œuvre par le gouvernement fédéral pour soutenir les Canadiens.

L'ANXIÉTÉ ET LES DETTES

Mais maintenant que les prestations ont pris fin, le goulot d'étranglement se resserre sur plusieurs ménages. Le plus récent sondage mené par Ipsos sur l'Indice des dettes à la consommation de MNP démontre que l'Alberta est la province qui s'inquiète le plus face à son niveau d'endettement. Selon Lindsay Burchill, cela est dû à l'historique économique en «montagnes russes» des dernières années qui rend la population albertaine plus «soucieuse et prévoyante».

«Il y a aussi le fait qu'en général, les Albertains ont tendance à être un peu plus surendettés que le reste des Canadiens. Nous sommes une province de propriétaires : il y a plus de propriétaires par habitant à Calgary qu'il y en aurait à Montréal par exemple», ajoute la vice-présidente du secteur Insolvabilité chez MNP.

Le fait le plus inquiétant du sondage, souligne Lindsay Burchill, c'est ce 30% d'Albertains qui disent être déjà incapables de payer leurs factures et de rembourser leurs dettes en même temps. «Ils peuvent à peine garder la tête hors de l'eau», s'indigne-t-elle. «Ces personnes, renchérit la vice-présidente, s'inquiètent moins de la

menace d'une récession que de trouver des solutions pour pouvoir survivre jusqu'à la fin du mois.»

DÉVELOPPER DE SAINES HABITUDES

Lindsay Burchill suggère à quiconque se trouvant dans une situation financière **anxiogène** ou précaire de consulter un syndic autorisé en insolvabilité. «Même si on n'est pas au point de déclarer faillite, le plus vite on consulte, le plus d'options s'offrent à nous, martèle-t-elle. La pire erreur, c'est de faire l'autruche et de se cacher la tête dans le sable jusqu'à être complètement enlisé.»

Le courtier financier Gui Glasspoole, lui, tente justement d'éduquer ses clients pour qu'ils développent de saines habitudes financières au quotidien. «Je travaille majoritairement avec la classe moyenne et ce que je vois le plus, ce sont des dettes de cartes de crédit, surtout chez les moins de 35 ans», avance-t-il. Cela est partiellement imputable au «système d'éducation qui ne semble pas fournir les outils nécessaires pour apprendre aux jeunes à faire un budget, à économiser et gérer leurs finances».

Selon le courtier du World Financial Group (WFG), ces concepts devraient être d'abord enseignés au secondaire. «C'est un *mindset*, la santé financière. Quand on ne planifie jamais rien en avance, c'est là que l'anxiété surgit», conclut-il. ▲

GLOSSAIRE

ANXIOGÈNE

Qui amène du stress, de l'angoisse, de l'anxiété

Détermination définitive de la qualité

Bon grade, bon prix

Insatisfait de l'évaluation de la qualité de votre grain faite à un silo primaire agréé?

Vous avez maintenant jusqu'à sept jours pour demander que la Commission canadienne des grains procède à une détermination définitive de la qualité.

Renseignez-vous à

grainscanada.gc.ca/determination-definitive-qualite



↑ Crédit : Alex Pugliese - Unsplash.com

L'UNION VA FAVORISER LES ÉCHANGES ÉCONOMIQUES FRANCOPHONES

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

Pour plus d'information :
• Communiqué de presse du lancement de l'AFEC : bit.ly/3wSTEsc


GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

Le Conseil de développement économique de l'Alberta (CDÉA), le Conseil économique du Nouveau-Brunswick (CÉNB), la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) et la Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario (FGA) s'unissent pour créer l'Alliance de la francophonie économique canadienne (AFEC).

Cette initiative lancée le 26 janvier dernier a pour objectif de bâtir des ponts entre les provinces canadiennes afin de favoriser les échanges économiques entre les entreprises et les gens d'affaires francophones. L'Alliance tentera aussi d'accroître la collaboration entre les provinces qui est parfois timide malgré un nombre de locuteurs francophones croissant à l'extérieur du Québec.

«On cherche à donner de la lumière au français dans une perspective de [...] développement économique, de voir la langue de manière positive, comme un [pilier] de réussite en affaires», explique le président-directeur général de la FCCQ, Charles Milliard.

L'AFEC se donne aussi pour mission de faire connaître les marchés d'affaires francophones hors Québec où «se cachent» de nombreuses opportunités pour les entrepreneurs de la Belle Province qui souhaitent négocier dans leur langue plutôt qu'en anglais. «Le Canada a été fondé d'est [en] ouest, mais en affaires, on regarde majoritairement du nord au sud, vers les États-Unis, explique le PDG. Pour moi, ce n'est pas normal.»

D'autant plus que, comme l'exprime le président du CDÉA, Guillaume Bédard, «on oublie souvent qu'il y a 2.7 millions de [locuteurs] francophones hors Québec». «Ce corridor d'échanges est sous-estimé et sous-utilisé au Canada. On tente donc de se prendre en main et de stimuler les échanges

[...] pour qu'on puisse se faire de belles passes entre provinces», affirme-t-il.

Par désir de faire des affaires en français, un nombre important d'entrepreneurs québécois se tournent d'ailleurs vers les marchés d'exportation de l'Europe ou de l'Afrique, mentionne Guillaume Bédard, alors que le processus de développement se montre beaucoup plus rapide lorsqu'ils choisissent de rester au pays.

«Je ne dis pas que ce n'est pas correct d'aller faire de la *business* en Afrique de l'Ouest, j'en ai fait moi-même», raconte celui qui siège aussi au conseil d'administration du Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE Canada). «C'est juste que pour [développer] ces marchés-là, ça prend environ quatre ans», ajoute-t-il.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE QUÉBÉCO-ALBERTAINE

L'AFEC compte mener des actions de coopération interprovinciale dans plusieurs domaines, dont l'éducation, le transport, le tourisme et l'énergie. Et si on en croit les dires de Charles Milliard et de Guillaume Bédard, on pourrait aussi voir les deux provinces collaborer sur des projets de transition verte.

«La question de la transition énergétique et de l'utilisation des ressources naturelles entre le Québec et l'Alberta, c'est un excellent exemple où on a des ponts à rétablir», avance le PDG de la Fédération des chambres de commerce du Québec.

De son côté, Guillaume Bédard aimerait voir le «talent québécois investir dans l'évolution du secteur énergétique albertain» et leur lance un appel. «Venez nous aider! En ce moment, on a des soumissions de groupes allemands, français, américains et australiens, mais il n'y a pas de groupes du Québec. Regardons chez nous avant de négocier avec d'autres pays», s'exclame-t-il.

EXPANSION EN VUE

Si l'AFEC cherche avant tout à faire valoir les occasions d'affaires pour les francophones, le président du CDÉA assure que l'Association bilingue des municipalités de l'Alberta (ABMA) sera aussi impliquée dans le projet «pour créer un réseau encore plus fort».

Par ailleurs, Charles Milliard et Guillaume Bédard aimeraient voir leurs homologues des autres provinces et territoires ne faisant pas encore partie de l'Alliance se joindre à eux éventuellement. «C'est un départ, il y a quatre organisations fondatrices, mais on aimerait rapatrier au moins une association par province et territoire», affirme le président-directeur général de la FCCQ.

«On commence avec le [...] Québec, l'Ontario, le Nouveau-Brunswick et l'Alberta parce que ce sont les provinces où on retrouve la plus grande démographie francophone au pays, mais notre porte reste grande ouverte pour inclure [d'autres] gens», affirme de son côté Guillaume Bédard. ▲



«
LE CANADA A ÉTÉ FONDÉ D'EST [EN] OUEST, MAIS EN AFFAIRES, ON REGARDE MAJORITAIREMENT DU NORD AU SUD.»
Charles Milliard



«
ON OUBLIE SOUVENT QU'IL Y A 2,7 MILLIONS DE [LOCUTEURS] FRANCOPHONES HORS QUÉBEC.»
Guillaume Bédard

«
ON COMMENCE AVEC LE [...] QUÉBEC, L'ONTARIO, LE NOUVEAU-BRUNSWICK ET L'ALBERTA PARCE QUE CE SONT LES PROVINCES OÙ ON RETROUVE LA PLUS GRANDE DÉMOGRAPHIE FRANCOPHONE AU PAYS, MAIS NOTRE PORTE RESTE GRANDE OUVERTE POUR INCLURE [D'AUTRES] GENS.»
Guillaume Bédard


GLOSSAIRE
HOMOLOGUE
Personne qui occupe une fonction équivalente



avec Jean-Emmanuel Fortier et Fuat Seker

le télé journal Alberta

18h

ICI TÊLÉ

Exerçons notre esprit critique



REPENSER LA MONDIALISATION EN TEMPS D'INFLATION

« À CHAQUE FOIS LE FMI EST INTERVENU POUR SECOURIR DES ÉTATS ENDETTÉS. »

« UNE GOUVERNANCE MONDIALE COMME LE G20, GÉRÉE PAR LES PLUS PUISSANTS, AVEC DES DIVERGENCES AUSSI IMPORTANTES, RESTE UTOPIQUE. »



GLOSSAIRE

PRIVATISATION

Transformation d'une entreprise relevant du secteur public en entreprise privée

ÉTIENNE HACHÉ

CHRONIQUEUR

Étienne Haché

est philosophe et enseignant de Culture générale au lycée La Providence en France.

Nous voilà avec une crise d'inflation et d'instabilité politique. Le moment idéal pour repenser la globalisation qui s'accélère, fragilise les États et bouscule les hiérarchies.

À cet effet, il faut comprendre comment s'est construite la mondialisation de l'économie — mue par le profit et l'exploitation du travail — et non la mondialisation humaniste qui, depuis Kant et Condorcet, est inévitable et doit être considérée comme un progrès historique.

1945...

L'après-guerre marque les « Trente Glorieuses ». Cette période de croissance, de plein emploi et de pouvoir d'achat prendra fin en 1971. Les États-Unis accusent alors un déficit commercial et la banque centrale abuse de la création monétaire, provoquant une inflation et une dévaluation de la monnaie nationale. L'inquiétude gagne alors les États et provoque une fuite devant le dollar.

Face à cette situation, le président R. Nixon annonce la fin de la convertibilité du dollar en or, l'imposition d'une taxe sur les importations et le blocage des prix et des salaires. Il demande également à ses partenaires de revaloriser leur monnaie en contrepartie de concessions commerciales. Mais les pays laissent leur devise flotter pour ralentir le dollar. Les accords de Bretton Woods signés en 1944 pour établir un ordre monétaire grâce au FMI et relancer l'économie avec la BIRD sont fissurés et verront le choc pétrolier de 1973 y mettre fin en 1976 (les accords de la Jamaïque).

FIN DE L'ABONDANCE...

À partir de cette date, l'architecture mondiale va radicalement changer. La fin des accords de Bretton Woods annule les parités fixes et la valeur des monnaies flotte en fonction du marché. L'instabilité monétaire sonne le glas du plein emploi. Une forte dévaluation du dollar de plus de 7% s'ajoute également à l'incertitude économique.

Jusqu'en 1973, le keynésianisme posait que l'État joue un rôle dans la relance budgétaire pour contrer l'inflation et le chômage. Celui-ci est dû à un manque de demande qui nécessite une baisse des impôts, des taxes, des taux d'intérêt, une augmentation des dépenses, ainsi qu'une baisse des taux de change des monnaies. Or, pour lutter contre l'inflation, il faut réduire la demande en augmentant les impôts et les taux d'intérêt, en diminuant les dépenses et en augmentant les taux de change. Visiblement, Keynes n'avait pas prévu un modèle

économique dans lequel ces deux problématiques, chômage et inflation, subsisteraient.

Pour la première fois, l'inflation n'est pas due à une demande excessive, mais à l'augmentation des coûts liés aux chocs pétroliers. Les politiques économiques s'orientent alors vers une baisse des dépenses publiques et des **privatisations**. Pour combattre l'inflation, il faut limiter les coûts du travail, améliorer la productivité et l'innovation, augmenter la compétitivité. Ces mesures conduisent au retrait des États et à l'autorégulation du marché. Les deux premiers pays à s'engager dans cette voie sont les États-Unis sous Ronald Reagan, qui déclara que « l'État n'est pas la solution, c'est le problème », et le Royaume-Uni avec Margaret Thatcher. La lutte contre l'inflation devint ainsi la priorité. En 1980, l'inflation était de 10% au Canada.

LES POUVOIRS DES INSTANCES DE RÉGULATION

En complément des États, de nouvelles institutions ont été ajoutées à l'organigramme mondial pour réguler l'économie. Songeons au FMI chargé de soutenir les États, avec pour contreparties le contrôle du déficit, la baisse des dépenses et la concurrence. La crise financière de 2008 a montré que le FMI peut avoir un effet sur la gestion d'un pays, la Grèce par exemple. Les efforts demandés furent difficiles, mais la Grèce fut sauvée de la faillite. L'OMC joue également un rôle dans le commerce mondial, mais l'institution décline au profit d'accords de libre-échange. Des acteurs privés et non gouvernementaux exercent aussi une influence sur la gouvernance économique. Voyant la mondialisation comme un vaste marché, certains sont favorables à une dérégulation, d'autres veulent corriger les effets délétères de la mondialisation et du capitalisme.

Trente ans après la *Fin de l'histoire et le dernier homme* (1992), le théoricien politique américain, Francis Fukuyama, constate que si l'accélération de la mondialisation suite à la chute du mur de Berlin en 1989 et à l'effondrement de l'URSS en 1991 signe la victoire du libéralisme, en revanche le cosmopolitisme imaginé par Kant au 18^e siècle reste inachevé. Les politiques ultralibérales des années 1980, marquées par le retrait des États, ont entraîné une croissance grâce à l'ouverture des marchés. La transformation économique mondiale s'accélère en 2001 avec l'entrée de la Chine dans l'OMC. Des pays en développement (Inde, Brésil, Afrique du Sud) deviennent des puissances économiques.

L'instabilité économique découlant de ces politiques a cependant engendré par la suite des crises profondes : krach boursier en 1987, crise mexicaine en 1994, crise asiatique en 1997 qui s'étend en Russie et en Amérique latine, bulle Internet en 2000, crise des *subprimes* en 2008. À chaque fois le FMI est intervenu pour secourir des États endettés.

Mais ces politiques d'ajustement structurel ont affaibli certains pays et creusé les inégalités. Les pays plus puissants gardent une logique interventionniste via le G7 ou le G20 qui représente plus de 90% du PIB mondial. Cette gouvernance a permis une vision plus globale avec des problématiques différenciées. Alors qu'à l'origine seule l'économie était abordée, des sujets comme l'environnement et le réchauffement climatique sont maintenant traités par le G20.

LÀ OÙ NAISSENT LES INÉGALITÉS

Toutefois, l'élargissement à 20 membres ne facilite pas une convergence des politiques sur le réchauffement climatique, un sujet que les États-Unis et la Chine, les deux gros pollueurs de la planète, ne souhaitent pas aborder. La croissance doit être défendue quelles qu'en soient les conséquences. Afin d'éviter une crise comme celle de 2008, le G20 a proposé un contrôle accru des acteurs financiers et a lancé une politique anti-paradis fiscaux. Les États-Unis et le Royaume-Uni qui se sentaient pénalisés s'y sont toutefois opposés.

Une gouvernance mondiale comme le G20, gérée par les plus puissants, avec des divergences aussi importantes, reste utopique. Pour être efficiente, elle devrait intégrer d'autres acteurs comme les ONG et des associations au rayonnement mondial afin de modifier le prisme des visions économiques actuelles.

Notre modèle économique global, basé sur la compétitivité et la concurrence acharnée entre États, ne peut qu'empêcher des valeurs saines pour la mondialisation comme la diminution des inégalités et de la pauvreté, le respect du droit et la promotion de la démocratie. Mais comment pourrait-il en être autrement sachant que les États sont à la fois juge et partie, avec des intérêts divergents?

La période d'inflation et d'instabilité que nous connaissons peut-elle créer un électrochoc pour une mondialisation incluant tous les acteurs légitimes et pas seulement économiques? ▲

JURIPÉDIA

un guide sur vos droits et les lois en Alberta publié par l'Association des juristes d'expression française de l'Alberta

EXTRAIT DE LA FICHE 6



LES INFRACTIONS CRIMINELLES

QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES POUR UNE PERSONNE D'AVOIR UN CASIER JUDICIAIRE?

À la suite d'une condamnation, les accusations criminelles et les déclarations de culpabilité sont enregistrées par les autorités policières. Ce qui donne lieu à la création du casier judiciaire susceptible d'affecter la vie d'un citoyen canadien dans les situations suivantes :

- recherche d'un emploi
- voyages à l'étranger
- processus de parrainage d'un membre de famille

Pour plus d'information à ce sujet :

- consultez la section RESSOURCES du site Web ajefa.ca
- demandez une copie imprimée du guide *Juripédia* et/ou une consultation gratuite au Centre albertain d'information juridique : 1-844-266-5822 / question@infojuri.ca



Association des juristes d'expression française de l'Alberta

DROIT AU CŒUR DE LA COMMUNAUTÉ



CENTRE ALBERTAIN D'INFORMATION JURIDIQUE
ALBERTA LEGAL INFORMATION CENTRE

L'ÉCOLE N'A PAS LA MAIN VERTE

Des experts insistent sur l'urgence d'apporter des changements aux systèmes d'éducation. Du changement climatique à la crise de la biodiversité, les enjeux environnementaux occupent une place insuffisante dans les programmes scolaires canadiens. Si la situation diverge selon les provinces, l'éducation à l'environnement est souvent parcellaire et mal pensée.

Un paradoxe frappe les jeunes canadiens : alors qu'ils sont de plus en plus inquiets des changements climatiques, l'éducation à l'environnement reste négligée dans les écoles partout au pays.

«Le temps consacré à l'enseignement des questions environnementales est insuffisant, s'inquiète Yoan Bourgoin, biologiste de formation. Les curriculums ne permettent pas de comprendre qu'un ensemble de crises est en train de converger, d'en saisir la gravité et les conséquences pour nos sociétés.»

Le militant écologiste, situé au Nouveau-Brunswick, estime qu'un apprentissage «approfondi et régulier» depuis le plus jeune âge est essentiel pour être «armé face à la désinformation ou aux climatosceptiques».

«Les références aux changements climatiques sont encore trop rares et superficielles dans les politiques d'éducation», estime Seth Wynes, doctorant au Département de géographie, de planification et d'environnement de l'Université Concordia à Montréal et coauteur d'une étude comparative pan-canadienne en anglais sur les programmes officiels de science au secondaire ainsi que sur les manuels utilisés en cours.

RIEN SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES EN ALBERTA

Les programmes scolaires de la maternelle à la 12^e année illustrent bien la difficulté de l'école à enseigner les dérèglements climatiques ou l'effondrement de la biodiversité. Les sujets sont abordés de manière très inégale selon les provinces et territoires.

L'Ontario et la Saskatchewan font figure de bons élèves en matière d'éducation à l'environnement. Leurs programmes de science, notamment au secondaire, accordent une place conséquente au climat et à l'énergie.

Outre les connaissances de base comme l'effet de serre, les curriculums évoquent le réchauffement climatique,

ses liens avec la perte de biodiversité, ses causes anthropiques, ses impacts négatifs sur les êtres vivants et la nature, mais aussi les solutions qui existent.

L'Ontario ne mentionne plus les changements climatiques dans les cursus de sciences et de technologiques avant la 5^e année depuis la refonte du programme-cadre en 2022.

«Les contenus restent assez complets dans ces deux provinces. Les changements climatiques font partie des objectifs d'apprentissage», observe Seth Wynes.

À l'inverse, les programmes scolaires de l'Alberta ne parlent pas explicitement de changement climatique.

«Les jeunes albertains reçoivent très peu d'éducation environnementale, à leur sortie du système scolaire ils n'ont pas forcément les clés pour comprendre le dérèglement climatique», regrette Marie Tremblay, conseillère principale en éducation au sein de l'Alberta Council for Environmental Education.

INFORMATIONS PÉRIMÉES

L'éducation à l'environnement est également réduite à la portion congrue dans les curriculums de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick. Seules des connaissances de base sur le climat sont enseignées.

«C'est une grosse lacune, aucun résultat d'apprentissage, aucun plan de leçon structuré ne traite de ces questions au Nouveau-Brunswick», confirme Michel T. Léger, professeur en éducation à l'Université de Moncton.

Peu importe la province ou le territoire, au secondaire, l'écologie est étudiée la plupart du temps dans des cours de sciences de l'environnement optionnels, et non dans le tronc commun obligatoire.

Les curriculums ne reflètent pas non plus les dernières connaissances scientifiques. «Ils sont vieux, sans données scientifiques probantes locales sur les changements climatiques»,

les facultés d'éducation canadiennes.

«Les enjeux environnementaux et les perspectives autochtones doivent faire partie de nos priorités et devenir des composantes centrales de nos cursus», affirme Lace Marie Brogden, Ph. D., doyenne de la Faculté d'éducation de l'Université Saint-François-Xavier en Nouvelle-Écosse et présidente désignée de l'ACDE.

En Saskatchewan, Leanne Tremblay assure, elle, que de nombreuses formations continues existent. «Mais les enseignants n'arrivent pas à les suivre par manque de temps, d'argent ou de personnel remplaçant qui peut s'occuper de leurs classes», explique la responsable des communications de SaskOutdoors, qui offre entre autres des formations professionnelles à l'éducation en plein air.

FÉDÉRAL



ÉDUCATION

FRANCOPRESSE



LE TEMPS CONSACRÉ À L'ENSEIGNEMENT DES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES EST INSUFFISANT.»

Yoan Bourgoin



LES JEUNES ALBERTAINS REÇOIVENT TRÈS PEU D'ÉDUCATION ENVIRONNEMENTALE.»

Marie Tremblay



C'EST UNE GROSSE LACUNE, AUCUN RÉSULTAT D'APPRENTISSAGE, AUCUN PLAN DE LEÇON STRUCTURÉ NE TRAITE DE CES QUESTIONS AU NOUVEAU-BRUNSWICK.»

Michel T. Léger

MARINE ERNOULT
JOURNALISTE

affirme Jimmy Therrien, directeur de la programmation du Projet Gaia, une association d'éducation à l'environnement du Nouveau-Brunswick.

Au Manitoba et au Nouveau-Brunswick, les programmes de science du secondaire datent du début des années 2000, en Ontario de 2008. Pire, en Alberta, les curriculums du primaire remontent à 1996.

«Ces documents pédagogiques mettent des décennies à être mis à jour alors que les connaissances ne cessent de progresser et que de nouvelles solutions émergent tout le temps», observe Seth Wynes.

ENGAGEMENT DES ENSEIGNANTS

En Alberta, les curriculums sont en révision depuis 2013. «C'est devenu une question politique hautement controversée, surtout avec les élections provinciales de ce printemps», commente Marie Tremblay.

Selon les dernières ébauches consultées par l'organisme, des références au changement climatique ont été ajoutées dans les programmes, mais le phénomène est encore présenté comme une **controverse** et non un fait faisant l'objet d'un consensus scientifique.

«Souvent, les programmes parlent bien de réchauffement climatique et des causes liées aux activités humaines. Mais l'accent n'est pas mis sur le consensus scientifique entourant la question et les solutions existantes», alerte Seth Wynes.

Aller au-delà de l'enseignement classique suppose donc un investissement personnel des enseignants.

«Ceux qui sont sensibles et intéressés par les enjeux environnementaux font le choix pédagogique d'en parler, de construire leurs cours en fonction», explique Michel T. Léger.

Les acteurs interrogés notent à cet égard un engouement grandissant de la nouvelle génération. «Mais beaucoup restent mal à l'aise à l'idée d'en parler en classe, car rien n'est explicitement énoncé dans les curriculums», nuance Marie Tremblay.

«Avec un emploi du temps déjà chargé, les enseignants manquent d'heures pour en parler. Certains n'en font pas une priorité, car cela ne fait pas partie des objectifs d'apprentissage», poursuit Jimmy Therrien.

DÉCLOISONNER LES ENSEIGNEMENTS

Les sciences sont le principal outil de compréhension de l'écologie. Mais les spécialistes sont unanimes, il s'agit d'un sujet complexe qu'il faut penser de façon systémique en décloisonnant les disciplines.

«Les questions d'environnement ne devraient pas être réservées aux sciences, elles touchent à nombre de sujets qui peuvent être traités dans la plupart des matières, que ce soit l'économie, l'histoire-géographie, les langues, ou les arts», souligne Giuliano Reis.

Le système d'éducation des treize provinces et territoires font encore l'impasse sur ce besoin d'interdisciplinarité. Quelques initiatives existent à l'image





ALLER AU-DELÀ DE
L'ENSEIGNEMENT CLASSIQUE
SUPPOSE DONC UN
INVESTISSEMENT
PERSONNEL DES ENSEIGNANTS.



↑ Les enjeux environnementaux sont encore trop peu enseignés dans les écoles canadiennes. Crédit : Myriams-Fotos, Pixabay

d'un lancé par le ministère de l'Éducation du Manitoba.

La plateforme propose des ressources pédagogiques aux enseignants désireux d'établir des liens entre le développement durable et l'ensemble des matières de la 1^{re} à la 12^e année. Les contenus offerts sont cependant peu détaillés.

En attendant que l'école s'y mette, tout n'est pas perdu : de plus en plus d'associations d'éducation à l'environnement interviennent dans les établissements scolaires. C'est le cas du Projet Gaia au Nouveau-Brunswick. L'an dernier, l'organisme a mené 280 initiatives dans 164 écoles, donnant ainsi à plus du quart des élèves de la province des outils scientifiques pour mieux comprendre les crises et agir.

COMMENT PARLER D'ÉCOLOGIE AUX ÉLÈVES?

Les crises environnementales actuelles, au premier rang desquels figurent les changements climatiques, sont plus que jamais source d'anxiété pour les jeunes.

«Tout l'enjeu est de mieux les informer sans les désespérer, de leur donner les clés pour penser le problème sans être submergés par leurs émotions», explique Michel T. Léger, professeur en éducation à l'Université de Moncton.

«Il y a déjà des enfants, même jeunes, qui manifestent de l'écoanxiété. On ne peut pas, en tant qu'éducateur, être dans le registre du catastrophisme», renchérit Jimmy Therrien, directeur de la programmation du Projet Gaia au Nouveau-Brunswick.

Aux yeux des interlocuteurs interrogés, lorsque les élèves s'engagent dans des actions concrètes, qu'ils envisagent des solutions pour améliorer l'environnement, ils peuvent mieux appréhender les enjeux et surmonter une partie de leur anxiété.

«Les jeunes entendent les nouvelles sur l'état du monde à la radio, à la télévision, dans les conversations d'adultes. On ne peut pas se permettre de leur cacher la vérité, mais il faut leur parler des solutions pour déjouer le sentiment d'impuissance», analyse Yoan Bourgoin, militant écologiste du Nouveau-Brunswick.

À cet égard, plusieurs pratiques pédagogiques s'avèrent fructueuses. Jimmy Therrien évoque notamment les démarches d'enquête qui font des élèves des chercheurs d'information. Ils déterminent eux-mêmes les différents acteurs et savoirs en présence.

L'enseignement en plein air s'avère également porteur. Excursions en forêt, promenades au bord de l'eau, séances d'observation des fleurs, des plantes, des oiseaux : voilà autant d'occasions pour les élèves de «se reconnecter avec leur environnement et de retrouver une forme d'émerveillement face à la nature», salue Michel T. Léger.

«Pour vouloir protéger la nature, on doit la connaître», insiste-t-il. ▲



LES QUESTIONS D'ENVIRONNEMENT NE DEVRAIENT PAS ÊTRE RÉSERVÉES AUX SCIENCES, ELLES TOUCHENT À NOMBRE DE SUJETS QUI PEUVENT ÊTRE TRAITÉS DANS LA PLUPART DES MATIÈRES, QUE CE SOIT L'ÉCONOMIE, L'HISTOIRE-GÉOGRAPHIE, LES LANGUES, OU LES ARTS.»

Giuliano Reis



SOUVENT, LES PROGRAMMES PARLENT BIEN DE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET DES CAUSES LIÉES AUX ACTIVITÉS HUMAINES. MAIS L'ACCENT N'EST PAS MIS SUR LE CONSENSUS SCIENTIFIQUE ENTOURANT LA QUESTION ET LES SOLUTIONS EXISTANTES.»

Seth Wynes



GLOSSAIRE

CONTROVERSE

Discussion argumentée, contestation sur une opinion



40^e

Carnaval de St-Isidore

Grand Duc et le Festival des sorciers

February 17-18-19 février 2023

**VENEZ CÉLÉBRER 40 ANS DE TRADITIONS...
COME CELEBRATE 40 YEARS OF TRADITIONS!**

ACTIVITÉS ET METS TRADITIONNELS, FOLKLORE, MUSIQUE ET PLUS !

EN VEDETTE : CAROTTÉ, FREDO LE MAGICIEN, ROGER DALLAIRE, DANIEL GERVAIS, FOLKLOFOLIE, JOËL LAVOIE, PLEIN SOLEIL ET AUTRES ARTISTES

(780) 624-8481 | EXPLORESTISIDORE@GMAIL.COM | CENTRECULTURELSTISIDORE.CA

 @stisidore.culturel  @carnavaldestisidore

Design par  CC BY-NC-SA



↑ Crédit : Yoav Aziz, Visuals - Unsplash.com / Andoni Aldasoro Rojas

QUAND LA DÉSINFORMATION RENFORCE LES CROYANCES RACISTES

Mouvements antivaccins, théories du complot, dérives sectaires... Bien qu'elle ne constitue pas un phénomène nouveau, la désinformation de la population canadienne semble s'être exacerbée lors de la pandémie de COVID-19. Des chercheurs de l'Ouest s'attaquent maintenant aux répercussions potentielles que cette désinformation peut engendrer lorsqu'elle vise les minorités visibles, notamment sur la croissance de l'intolérance et de gestes racistes au pays.

PROVINCIAL
VIE COMMUNAUTAIRE

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



« AVANT QUE QUELQU'UN PASSE DES CROYANCES D'INTOLÉRANCE À DES ACTES INTOLÉRANTS VIOLENTS, IL Y A QUAND MÊME UN ÉLÉMENT DE RADICALISATION QUI DOIT S'OPÉRER DANS L'ESPRIT DES GENS. »
Jean-Christophe Boucher

GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

Depuis plus d'un an, une équipe de chercheurs de l'Université de Calgary mène un ensemble de projets liés à la désinformation et la mésinformation. Au terme de leur plus récent sondage dont l'objectif était de «mesurer le niveau de désinformation des Canadiens», le politologue Jean-Christophe Boucher dit avoir été estomaqué de constater que 30% des Canadiens adhèrent à la théorie du grand remplacement. Cette théorie «associée aux mouvements [xénophobes] de l'extrême droite» repose sur l'idée que «le gouvernement tenterait activement de remplacer la population blanche dans la société» par une masse d'immigrants racisés. «Ce qu'on voit, c'est qu'il y a une proportion assez importante de Canadiens qui, sur des questions d'enjeux sociaux clés comme la place de la communauté racisée et immigrante au sein du pays [...], adhère à des mouvements complotistes», laisse entendre le professeur adjoint à l'école des politiques publiques de l'Université de Calgary. Ces statistiques sont d'autant plus inquiétantes que le sondage a permis d'interroger jusqu'à 2500 individus répartis dans chacune des provinces canadiennes. «On a vu gros. Généralement, ça prend juste 1000 personnes pour [obtenir] un sondage représentatif», explique Jean-Christophe Boucher.

DE LA PAROLE AUX GESTES
Si une portion de la population canadienne s' imagine réellement être victime de cette théorie du grand remplacement, le chercheur convient que cela peut générer de l'intolérance envers les communautés racisées. «Ce n'est pas complètement farfêlu de penser que cette relation causale existe», suggère le politologue. Il insiste, «dans la mesure où les gens ont des interprétations erronées ou une incompréhension sur ces enjeux-là, ça motive au moins une partie de leurs discours haineux». La désinformation aurait donc le potentiel de renforcer les propos à teneur raciste. Cependant, clarifie Jean-Christophe Boucher, il demeure difficile d'établir un lien direct entre la désinformation et les gestes haineux. «Avant que quelqu'un

EN 2021,
CE SONT
3360
CRIMES HAINEUX
QUI ONT ÉTÉ
DÉCLARÉS À
LA POLICE



« AU FINAL, LES GENS SONT INDUITS EN ERREUR ET ÇA RENFORCE LES STÉRÉOTYPES. »
Mamadou Ka

Pour plus d'information :

- Statistiques sur les crimes haineux au Canada : bit.ly/40wj4JQ
- Projet de recherche de l'AJFAS : bit.ly/3DxRnGA

GLOSSAIRE
ÊTRE POLARISÉ
Avoir des idées ou opinions extrêmes

passer des croyances d'intolérance à des actes intolérants violents, il y a quand même un élément de radicalisation qui doit s'opérer dans l'esprit des gens», admet le chercheur. Cette radicalisation s'effectue lorsque les gens sont «**polarisés**» et qu'ils commencent à s'ancrer dans des communautés restreintes où leurs perceptions sont constamment «validées» à l'intérieur d'une chambre d'écho, explique-t-il. L'isolement social qui se crée limite alors la portée de l'information extérieure «qui pourrait contredire leurs croyances». Dans ces circonstances, «les gens passent aux actes beaucoup plus facilement». Néanmoins, il semble pertinent de noter que les crimes haineux sont en hausse au Canada depuis 2019, année où 1951 cas ont été recensés au pays. En 2021, ce sont 3360 crimes haineux qui ont été déclarés à la police, ce qui équivaut à une hausse de 72% par rapport à 2019. **UN RACISME PLUS «SUBTIL»** De son côté, le professeur à l'Université de Saint-Boniface, Mamadou Ka, estime que la désinformation envers les minorités visibles peut aussi mener à des formes de racisme plus subtiles et indirectes. «C'est à travers des micro-agressions et le renforcement des stéréotypes et des images préconçues que la désinformation

va s'exprimer le plus à mon avis», analyse le politologue et spécialiste en éducation, leadership et gestion de la diversité. Mamadou Ka vient d'ailleurs d'entamer une recherche qui analysera les répercussions de la désinformation sur les personnes noires francophones d'Edmonton et sera menée de concert avec l'Alliance Jeunesse-Famille de l'Alberta Society (AJFAS). D'après les recherches préliminaires du chercheur, les médias traditionnels tout comme les médias sociaux envoient des messages médiatiques «subtilement racistes qui renforceraient les stéréotypes racistes au sein de la société». Il faut cependant faire la nuance entre la mésinformation, qui peut survenir à l'intérieur des salles de presse malgré la bonne foi des journalistes, et la désinformation, qui a cours de manière «vaste, extrême et peu balisée» sur les médias sociaux, admet Mamadou Ka. On peut entendre par mésinformation «la propagation d'informations fausses ou trompeuses». Pour les journalistes, indique-t-il, cela se traduira par l'utilisation de «mots inexacts» ou jugés «péjoratifs» qui contribuent à «renforcer les stéréotypes sur les minorités». La désinformation, elle, bien au contraire, est toujours délibérée. «Il y a un élément d'intention, explique Jean-Christophe Boucher. On utilisera de l'information fausse ou trompeuse à des fins de désinformation, c'est-à-dire qu'on essaiera de tromper les gens de manière volontaire», ajoute-t-il. Mais, selon Mamadou Ka, bien que la désinformation soit un phénomène plus inquiétant, le résultat demeure le même. «Au final, les gens sont induits en erreur et ça renforce les stéréotypes», affirme-t-il.

DES SOLUTIONS POUR ENRAYER LA DÉSINFORMATION
Le spécialiste en éducation, leadership et gestion de la diversité se montre toutefois optimiste. Au terme de son projet de recherche, il aimerait doter les jeunes de certains outils «pour qu'ils puissent se prémunir contre la désinformation», dit-il. Selon lui, la seule et «réelle» réponse à la désinformation «passe par l'éducation». De son côté, Jean-Christophe Boucher souhaiterait voir le Canada baliser la désinformation au niveau légal afin d'empêcher «les gens de produire systématiquement de l'information fausse ou trompeuse». Il précise toutefois que la liberté d'expression doit être prise en compte pour éviter «qu'on ne se retrouve pas dans un environnement politique ou social où on fait de la censure». ▲

Gouvernement du Canada
Government of Canada

INVITATION À SOUMETTRE UNE EXPRESSION D'INTÉRÊT CONCERNANT LA DISPONIBILITÉ DE LOCAUX À LOUER À MEDICINE HAT (ALBERTA)
NUMÉRO DE DOSSIER : 81002608

Services publics et Approvisionnement Canada invite toutes les parties intéressées à soumettre une réponse, au plus tard le 2 mars 2023, concernant la disponibilité de locaux à bureaux à louer dans des immeubles à Medicine Hat, pour un bail de 10 ans débutant le ou vers le 1^{er} septembre 2025.

Pour voir la version intégrale de cette invitation et y répondre, veuillez consulter le site AchatsCanada à <https://canadabuys.canada.ca/fr/occasions-de-marche> ou communiquer avec Candace Joudrey au 431-777-5041 ou à candace.joudrey@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

ADAPTER SON STYLE PARENTAL EN ARRIVANT AU PAYS

Du 25 janvier au 15 février 2023, une série d’ateliers sur la parentalité interculturelle est organisée par le Portail de l’Immigrant Association (PIA) et le Calgary Immigrant Women’s Association (CIWA) afin d’aider les nouveaux arrivants à ajuster leur style parental lorsqu’ils s’installent en Alberta.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

« ON M’A DONNÉ
DES TRUCS POUR
MIEUX GÉRER
MES QUATRE
ADOLESCENTS. »
Lucie Sandrine
Ebode

« ON VEUT QUE
CHAQUE PARENT
CONSERVE SON
IDENTITÉ. LE
PROGRAMME
EST FACILITÉ PAR
UN IMMIGRANT
POUR DES IMMI-
GRANTS APRÈS
TOUT. »
Marco López

**Pour plus
d’information :**

- Ateliers sur la parentalité interculturelle : bit.ly/3IOA0la
- Article 43 du Code criminel : bit.ly/3XUTX3



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

Lucie Sandrine Ebode et ses cinq enfants ont quitté le Cameroun en novembre 2022 pour s’installer à Calgary. Quelques semaines plus tard, la mère de famille a été approchée par le PIA pour participer au programme de parentalité **interculturelle**. Elle raconte que cette expérience lui en a appris davantage sur les «savoir-faire» parentaux du Canada et lui a permis d’échanger avec d’autres immigrants sur la manière dont ils éduquent leurs enfants.

«On m’a donné des trucs pour mieux gérer mes quatre adolescents, explique la mère de famille. Il a aussi été question de trouver un juste milieu pour pouvoir célébrer notre identité [individuelle], tout en prenant en compte la culture canadienne», évoque-t-elle.

Marco López, qui est le facilitateur du programme de parentalité interculturelle pour le CIWA et coanimateur de cette série d’ateliers avec le PIA, rappelle souvent à ses clients qu’ils doivent tisser des liens entre leur culture et celle du Canada pour trouver un «juste milieu où ils se sentent confortables». «Le but de notre programme, ce n’est pas de faire un lavage de cerveau aux parents pour qu’ils deviennent Canadiens parce que ça serait juste impossible», note-t-il avec humour.

Au contraire, les participants sont encouragés à parler leur langue (le CIWA offre des ateliers en français et en anglais, mais aussi en espagnol, en mandarin, en arabe, en hindi et en ourdou) et à partager leurs traditions avec le reste du groupe. «On veut que chaque parent conserve son identité. Le programme est facilité par un immigrant pour des immigrants après tout», ajoute le Mexicain d’origine.

Michèle Katuku, qui travaille comme agente de développement des programmes au PIA, abonde dans le même sens. «Nous cherchons à valoriser la culture de chaque parent, tout en leur permettant de se conformer tranquillement aux nouvelles normes de la société, car les façons de faire au Canada sont différentes qu’ailleurs», laisse-t-elle entendre.

APPRENDRE À DISCIPLINER AUTREMENT

Il y a quelques années, Michèle a d’ailleurs constaté que plusieurs parents qu’elle côtoyait dans le cadre de ses fonctions au PIA «commençaient à avoir des problèmes avec les services de protection de la jeunesse». Pinçage d’oreille et tape au visage, ces parents continuaient de



↑ Crédit : Serhat Beyazkaya - Unsplash.com

punir leurs enfants en utilisant la force, une pratique encore «assez répandue» ailleurs dans le monde, mais qui n’est plus «acceptable au Canada».

Rappelons que l’article 43 du *Code criminel* stipule qu’un parent peut utiliser une force légère pour corriger son enfant, mais ne peut pas laisser de marque ou d’ecchymose sur son corps. Les gifles et les coups à la tête ne sont jamais permis.

En percevant l’incompréhension de certains parents face à la loi canadienne, Michèle a décidé d’approcher le CIWA en 2018 et leur proposer d’offrir leur programme de parentalité interculturelle en français. «On n’est surtout pas là pour juger les façons de faire de ces

parents lorsqu’ils étaient «chez eux». Sauf qu’ici, les choses se font différemment et ils doivent s’adapter», affirme, avec compassion, l’agente de développement des programmes.

La série d’ateliers coanimée par Marco López et Zahrat El Islam Tebbal s’amorce justement avec l’analyse des directives de l’article 43 pour mettre en garde les parents et leur «présenter des stratégies alternatives de discipline». Toutes sortes d’autres thématiques sont par la suite couvertes comme «les différents styles parentaux, les étapes du développement du cerveau, les nuances entre punition et discipline et la communication positive», conclut Marco. ▲

GLOSSAIRE

INTERCULTUREL
Qui concerne la rencontre de deux ou de plusieurs cultures

Fonds de relance des services communautaires

Envoyez votre demande

DATE LIMITE : 21 FÉVRIER 2023

La Fondation
franco
albertaine

La Fondation franco-albertaine est fière de travailler avec des fondations communautaires de tout le Canada dans le cadre du Fonds de relance des services communautaires.

La Fondation distribuera un montant estimé à 280 000 \$ de fonds aux organismes communautaires francophones dans la province de l'Alberta.

Visitez le site web de La Fondation : www.fondationfa.ca pour en apprendre d'avantages.



↑ Crédit : Austin Distel - Unsplash.com



↑ Éric Caron a été consultant en technologie éducationnelle auprès du CPFPP. Crédit : Courtoisie



↑ Marc Potvin est le directeur de l'école Joseph-Moreau à Edmonton. Crédit : Courtoisie



↑ Stéphane Kreiner enseigne à l'école primaire Notre-Dame. Crédit : Courtoisie

SENSIBILISER LES JEUNES À UTILISER JUDICIEUSEMENT LES MÉDIAS SOCIAUX

Selon HabiloMédias, 77% des jeunes Canadiens d'âge primaire posséderaient déjà leur propre téléphone intelligent. Face à l'omniprésence de ces appareils électroniques à l'intérieur comme à l'extérieur des salles de classe, des écoles francophones de l'Alberta se tournent vers la pédagogie et la prévention pour apprendre à leurs élèves à développer une relation saine avec leurs cellulaires.



« ON LUI A DIT "TU NE PEUX PAS CRÉER UN COMPTE POUR QUELQU'UN D'AUTRE, C'EST L'ÉQUIVALENT D'ASSUMER SON IDENTITÉ "À EN LIGNE". »
Éric Caron

GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

Depuis plusieurs années, les enseignants des conseils scolaires francophones de l'Alberta sont formés par le Consortium provincial francophone pour le perfectionnement professionnel (CPFPP) afin qu'ils sensibilisent leurs élèves à l'utilisation du numérique. «On a formé à peu près tous les enseignants des quatre conseils scolaires. Il y a aussi eu des formations pour les parents qui ont été très populaires», raconte Éric Caron qui a été consultant en technologie éducationnelle auprès du CPFPP pendant près de dix ans.

Il explique que certaines écoles des conseils scolaires FrancoSud et Centre-Nord ont par la suite élaboré un curriculum pour leurs élèves en s'inspirant des formations reçues par le CPFPP et de contenus offerts par HabiloMédias, cet organisme canadien qui œuvre pour l'éducation au numérique. «Grâce à ce curriculum, différents concepts technologiques sont enseignés aux élèves dépendamment de leur année scolaire. Et il y a une croissance dans l'apprentissage», relate l'ancien consultant qui habite maintenant au Québec.

Comme les élèves du primaire et du secondaire ont en grande majorité accès à un téléphone intelligent, les écoles doivent aussi conjuguer avec l'utilisation croissante des médias sociaux par leur corps étudiant, soutient Éric Caron. D'ailleurs, pas moins de

86% des jeunes Canadiens âgés de 9 et 11 ans disposeraient d'un compte sur l'une ou l'autre des plateformes de médias sociaux comme YouTube ou Instagram. Et pourtant, l'âge minimal pour créer un compte est fixé à 13 ans.

D'après Éric Caron, «les faux pas» peuvent être fréquents chez les adolescents qui utilisent les médias sociaux, car «les recherches récentes sur le développement du cerveau démontrent [qu'avant] 25 ans, les jeunes n'ont pas encore développé leur capacité à [gérer les risques] et les conséquences à long terme».

C'est pour cette raison que les pédagogues doivent miser sur une «stratégie de responsabilisation» afin d'apprendre à leurs élèves à gérer «consciemment leur identité numérique», mentionne l'ancien consultant en technologie éducationnelle.

NAÏVETÉ EN LIGNE
À l'école secondaire Joseph-Moreau du Conseil scolaire Centre-Nord, l'utilisation des réseaux sociaux est abordée dans certains cours «de santé» et lors «des rencontres mensuelles avec les élèves où on fait des rappels sur comment bien protéger ses informations sur le web», décrit le directeur d'école, Marc Potvin. Toutefois, malgré toute la prévention faite, des débordements surviennent à l'occasion. «Notre philosophie, c'est de prendre ça le plus sérieusement possible [...] et d'agir [rapidement] pour mettre fin aux problèmes», évoque-t-il.

Parmi les exemples d'utilisation «problématique des médias sociaux», le directeur d'école fait état «de quelques cas occasionnels de cyberintimidation», mais se fait rassurant. «On a dû gérer des cas ici et là, mais ce n'est pas à tous

Pour plus d'information :
• HabiloMédias :
bit.ly/3Xlwlgi

GLOSSAIRE
CONSCIENCEUSEMENT
Effectué avec soin

les jours ni à toutes les semaines.» Même son de cloche du côté de Stéphane Kreiner qui enseigne à l'école primaire Notre-Dame située à Edmonton. Il dit avoir vu quelques cas d'élèves «qui écrivent des bêtises dans Google Classroom», mais assure que c'est «rare».

Tout comme Éric Caron, l'enseignant au primaire fait remarquer que certains jeunes ne semblent pas toujours saisir les conséquences des gestes qu'ils posent sur les réseaux sociaux. Il se souvient, entre autres, d'une ancienne élève de sixième année qui avait créé un compte Instagram pour une amie sans la prévenir, ignorant que cette pratique était proscrite.

«Ça a été une belle leçon. On lui a dit "tu ne peux pas créer un compte pour quelqu'un d'autre, c'est l'équivalent d'assumer son identité en ligne"», se remémore celui qui est aussi président de l'Association des enseignantes et des enseignants francophones de l'Alberta.

Ces petits gestes naïfs peuvent cependant «laisser des traces», rappelle de son côté Éric Caron. «Les [élèves] doivent comprendre que tout ce que tu écris, tout ce que tu fais [en ligne], les gens vont pouvoir le voir plus tard. Il n'y a rien qui reste anonyme.»

ET À LA MAISON?
À l'intérieur des salles de classes de l'école Joseph-Moreau, l'utilisation des téléphones est proscrite à moins d'avoir obtenu la permission préalable d'un enseignant. «C'est important que les étudiants comprennent que lorsqu'ils sont en cours, ils sont là pour apprendre», avance Marc Potvin. Sauf que selon Éric Caron, cette stratégie – bien que positive – évite une partie du problème.

Il estime que les parents ont aussi un rôle crucial à jouer pour limiter le temps d'écran de leurs enfants. «La recherche démontre que l'enjeu n'est pas le temps d'écran passé à l'école. Le vrai problème, c'est le temps non supervisé à la maison», explique l'ancien consultant. Lorsque les parents suivent des formations avec le CPFPP, «c'est justement pour qu'ils développent des stratégies pour mieux encadrer l'activité en ligne de leurs enfants».

Une bonne solution pour éviter que son enfant utilise son téléphone «tard le soir», mentionne Éric Caron, est d'introduire «une table de recharge» où tous les appareils sont «branchés au même endroit» pendant la nuit. Cette technique permet aux jeunes de se détacher de leur appareil, eux qui sont autrement «conditionnés à répondre à leurs messages de manière instantanée», fait-il remarquer.

Et aux parents qui se sentent dépassés par les aptitudes technologiques de leurs enfants, le consultant spécialisé en technologie éducationnelle leur suggère de poser le plus de questions possible. «Si on ne sait pas ce que notre enfant fait en ligne, il faut le demander. On ne doit pas se gêner pour dire : "C'est quoi Tik Tok et tu fais quoi exactement là-dessus?"», conclut-il. ▲

www.downtowncanadaplacedental.com

Nous offrons les services suivants :
Urgences acceptées le même jour, Traitement cosmétique, Blanchissage des dents, Remplissage en céramique, Implantations, Couronnes en céramique en une seule visite
Blanchissage de dents GRATUITS pour les nouveaux patients

Situé au centre-ville - édifice Théâtre Citadel
9828, 101A Avenue Edmonton (AB) T5J 3C6
Stationnement remboursé

Tél.: 780 424-6272 | canadaplacedental2@gmail.com

Mois de L'HISTOIRE des NOIRS dans L'OUEST CANADIEN

Radio-Canada.ca/mhn



Points saillants

Rencontre du Comité exécutif de l'ACFA

18 janvier 2023, Par visioconférence

Finances

Les administrateurs et administratrices ont reçu le rapport financier allant du 1^{er} juillet 2022 au 30 novembre 2022.

Rapport du président

En novembre et décembre 2022, le président et la directrice générale ont rencontré les présidences et directions générales de chacun des chefs de file. Au niveau politique, une rencontre a eu lieu avec le ministre Jason Luan, responsable du Secrétariat francophone, et le député Dan Williams, le 7 décembre 2022. Le ministre a reconnu que nous étions les experts de notre communauté et a abordé la révision de la Politique en matière de francophonie. Le 14 décembre 2022, une rencontre a eu lieu avec les députés néodémocrates Marie Renaud, critique des enjeux francophones, et Marlin Schmidt. Ces deux rencontres ont permis de présenter le Plan d'action de la francophonie albertaine.

Le comité d'encadrement du projet de modernisation de la structure de l'ACFA s'est rencontré à deux reprises, soit le 15

décembre 2022 et le 11 janvier 2023. Les consultations débutent et les Albertains et Albertaines d'expression française sont invités à répondre à un sondage. Le 17 janvier 2023, le président et la directrice générale ont rencontré la présidente et le directeur général de Métis Nation of Alberta, Audrey Poitras et Aaron Barner. Des opportunités de collaborations ont été identifiées et les discussions se poursuivront pour le bien-être de nos communautés.

Le Franco

Le président a partagé au Comité exécutif de l'ACFA que le conseil d'administration du journal Le Franco travaille actuellement avec Réseau.presse afin de finaliser une analyse complète de la situation du journal et prendre les décisions nécessaires pour la suite.

La prochaine rencontre du CA provincial de l'ACFA aura lieu les 1^{er} et 4 mars 2023. La prochaine rencontre du Comité exécutif est prévue le 19 avril 2023.



SECRÉTARIAT
PROVINCIAL
DE L'ACFA

La Cité francophone
8627 rue Marie-Anne-Gaboury
Pavillon II, Bureau 303
Edmonton, Alberta T6C 3N1

Tél.: 780 466-1680
acfa@acfa.ab.ca
www.acfa.ab.ca



Suivez-nous : acfaab



↑ C'est le temps de prendre une photo! Crédit : Courtoisie



↑ Dans la classe, les sourires sont de mise. Crédit : Courtoisie



↑ Pas si simple de pianoter sur un clavier d'ordinateur avec de gros doigts jurassiques. Crédit : Courtoisie

UN DIRECTEUR D'ÉCOLE QUI LAISSE SON EMPREINTE... DE DINOSAURE!

Le 23 janvier dernier, les élèves de l'école **Claudette-et-Denis-Tardif** ont eu une sacrée surprise. Au petit matin, à la sortie de leur autobus, ils ont été accueillis par leur directeur, M. Michel (Lapointe), déguisé en dinosaure.



Le directeur d'école a ainsi tenu la promesse qu'il avait formulée lors du dernier Francothon organisé par La Fondation franco-albertaine. Pour cela, le fonds de dotation de la Société des parents de l'école devait accumuler plus de 30 nouveaux donateurs. Objectif atteint, ils étaient au total 37 donateurs. On notera aussi la belle somme de 12 000\$ amassés depuis juillet 2022.

PROMESSE TENUE!

Et autant dire que ce n'est pas tous les jours qu'un dinosaure se promène dans les couloirs de l'établissement scolaire. La journée et la semaine ont donc commencé avec un grand sourire aux lèvres pour les enfants et le personnel de l'école.

Rappelons que le fonds de dotation de la Société des parents de l'école est dédié à appuyer financièrement les activités de construction identitaire comme des spectacles, des excursions, des artistes en résidence, etc. ▲

LE FRANCO EN COLLABORATION SPÉCIALE AVEC LE CONSEIL SCOLAIRE CENTRE-NORD



↑ Les grands yeux écarquillés des élèves ont fait le bonheur du dinosaure d'un jour. Crédit : Courtoisie



INTÉGRATION
entrepreneuriale
réussie

Vous êtes résident.e permanent.e et vous souhaitez vous lancer en affaires?

Laissez-nous vous accompagner!

Visitez lecdea.ca ou contactez-nous à info@lecdea.ca

COEA Conseil de développement économique de l'Alberta

Financé par :  Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada Funded by:  Immigration, Refugees and Citizenship Canada



↑ Après la décision de la Cour suprême des États-Unis de renverser l’arrêt Roe c. Wade, le 24 juin 2022, une cinquantaine de personnes se sont rassemblées devant le Parlement à Ottawa pour que l’accès à l’avortement soit universel, légal et sécuritaire pour les femmes au Canada. Crédit : Inès Lombardo - Francopresse

2022 : L’HEURE DU BILAN FÉMINISTE

Annulation de l’arrêt Roe c. Wade aux États-Unis, révolution en Iran, cinq ans de #MoiAussi : retour sur une année 2022 synonyme de bien de reculs pour l’égalité entre les genres, mais également de quelques – timides – avancées.

FRANCOPRESSE

« PARTOUT, DES FEMMES RÉUSSISSENT À PERCER DANS DES DOMAINES QUI ÉTAIENT JUSQU’À PRÉSENT RÉSERVÉS AUX HOMMES. »

Julie Gillet

JULIE GILLET
CHRONIQUEUSE

Plusieurs événements sont venus assombrir l’année 2022 en ce qui concerne les droits des femmes dans le monde, tels que la mort de Mahsa Amini en Iran, l’exclusion des femmes afghanes de la sphère publique par les talibans en Afghanistan et l’annulation de l’arrêt Roe c. Wade aux États-Unis, qui garantissait aux Américaines le droit d’interrompre leur grossesse.

Au Canada, alors que le mouvement #MoiAussi fêtait son cinquième anniversaire, les violences fondées sur le genre n’ont pas diminué. Elles ont même continué d’augmenter dans plusieurs provinces, comme au Nouveau-Brunswick, qui a constaté une hausse de 39 % du nombre d’actes de violence **conjugale** entre 2009 et 2021.

Ajoutons à cela une multiplication des catastrophes liées au réchauffement climatique, une inflation galopante, une crise du logement sans précédent, autant de phénomènes qui touchent plus durement les populations vulnérables, parmi lesquelles les femmes sont surreprésentées, et nous voilà face à

un bien sombre tableau. Disons-le tout net : 2022 n’a pas été n’a pas été un bon millésime pour l’égalité des genres.

DE BRILLANTES NOUVELLES

Mais vous connaissez le dicton : c’est dans les nuits les plus noires que brillent le mieux les étoiles. La révolte des Iranien.nes, tout comme celle des millions de personnes dans le monde qui se soulèvent pour leurs droits et leurs libertés, nous prouvent qu’il reste des voix pour s’indigner, pour dénoncer, pour défendre un projet de société plus féministe.

Partout, des femmes réussissent à percer dans des domaines qui étaient jusqu’à présent réservés aux hommes. Notons par exemple l’attribution du prix Nobel de littérature à l’écrivaine militante féministe française Annie Ernaux, qui est devenue ainsi la 17^e femme à recevoir ce prix en 121 ans.

Citons également Kateri Champagne Jourdain, première femme autochtone élue à l’Assemblée nationale du Québec, et chez nos voisins américains, Ketanji Brown Jackson, première femme noire nommée à la Cour suprême.

Au rayon des bonnes nouvelles, nous avons pu observer quelques avancées pour les droits des personnes LGBTQIA2S+. Par exemple, l’entrée

« AU RAYON DES BONNES NOUVELLES, NOUS AVONS PU OBSERVER QUELQUES AVANCÉES POUR LES DROITS DES PERSONNES LGBTQIA2S+. »

Julie Gillet

*** GLOSSAIRE**

CONJUGALE
Relatif aux liens qui unissent les époux au regard de la loi ou même de la religion

en vigueur de la loi pour interdire les thérapies de conversion au Canada, c’est-à-dire l’interdiction de toute pratique visant à modifier l’orientation sexuelle d’une personne pour la rendre hétérosexuelle, ou à modifier l’identité de genre d’une personne pour la rendre cisgenre.

UNE PETITE SIRÈNE NOIRE

Autre bonne nouvelle de 2022 : selon les résultats d’un sondage Environics, plus d’une Canadienne sur deux se considère aujourd’hui féministe, alors qu’on n’en comptait qu’une sur trois il y a vingt ans. Et plus de 90 % de la population estime qu’il faudrait en faire davantage pour promouvoir l’égalité entre les genres!

De belles occasions de se réjouir du côté du cinéma pour enfants également, avec l’annonce d’une Ariel noire dans la nouvelle version de *La Petite Sirène*, ainsi que la sortie de *Alerte rouge (Red)*, un film d’animation brisant le tabou autour des menstruations.

Sur le même sujet, depuis cet été, il est possible pour toutes les femmes en Écosse de recevoir gratuitement des protections hygiéniques grâce à l’entrée en vigueur d’une loi visant à combattre la précarité menstruelle – une première dans le monde!

GAZOUILLIS ET CYLINDRÉES

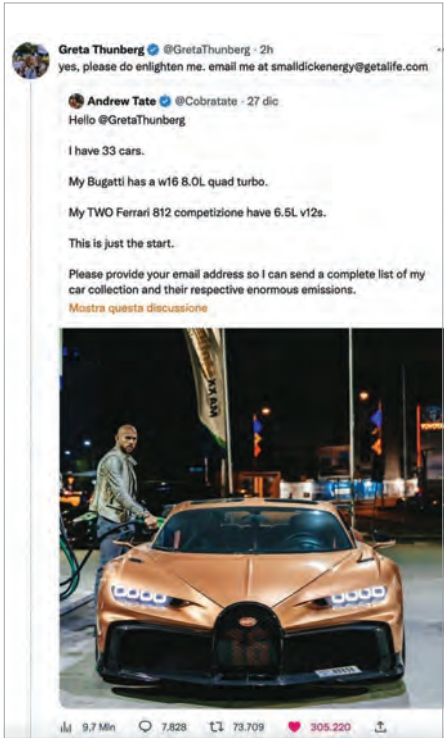
Enfin, difficile de passer sous silence probablement l’un des plus grands tweets de l’Histoire : celui de la militante pour le climat Greta Thunberg à l’ancien kickboxeur misogyne Andrew Tate.

En réponse à celui-ci qui l’apostrophe en se vantant d’émettre beaucoup de gaz à effet de serre avec sa collection de grosses cylindrées, la jeune activiste publie un message pas piqué des hannetons faisant référence à la taille réduite de certains de ses attributs masculins.

Blessé dans son orgueil, Andrew Tate riposte et lui envoie une vidéo dans laquelle il tente de réaffirmer sa masculinité. Peu de temps après, lui et son frère sont arrêtés par les autorités roumaines dans le cadre d’allégations de trafic sexuel.

La légende raconte que c’est un carton de pizza aperçu dans la vidéo qui aurait permis à la police de confirmer leur emplacement. Cela s’appelle une victoire féministe par KO, n’est-ce pas? En tous les cas, moi, ça m’a donné le sourire et beaucoup d’espoir pour 2023. ▲

Julie Gillet est directrice du Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick. Ses chroniques dans Francopresse reflètent son opinion personnelle et non celle de son employeur.



↑ Tweet Greta Thunberg - Capture d’écran twitter.com/GretaThunberg

LE FRANCO

L’ÉQUIPE

• VIRGINIE DALLAIRE
PRÉSIDENTE
DIRECTION@LEFRANCO.AB.CA
APPLI@LEFRANCO.AB.CA
RÉCEPTION@LEFRANCO.AB.CA

• ARNAUD BARBET
RÉDACTEUR EN CHEF
REDACTION@LEFRANCO.AB.CA

• ISABELLE DÉCHÈNE GUAY
RÉVISEUSE

• GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE
JOURNALISTE.CALGARY@LEFRANCO.AB.CA

• CORRESPONDANTS ET CHRONIQUEURS
INES LOMBARDO; CAMILLE LANGLADE;
ÉTIENNE HACHÉ; JULIE GILLET;
MARINE ERNOULT; MARC POIRIER

• La maquette et le graphisme
ANDONI ALDASORO ROJAS

LE FRANCO est la propriété de l’ACFA. Au niveau national, il est représenté par Lignes Agates Marketing (anne@lignesagates.com | 905 599-2561). Le Franco est imprimé par Central Web, à Edmonton. La reproduction d’un texte ou d’une photo par quelque procédé que ce soit est strictement interdite sans l’autorisation écrite du journal.

Lettres ouvertes: Le Franco est ouvert à la publication de lettres ouvertes. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur du texte ou de ne pas publier la lettre si le contenu est jugé diffamatoire, injurieux ou discriminatoire.

Announces: Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité du journal se

limitera au montant payé pour la partie de l’annonce qui contient l’erreur, si l’erreur est celle du Franco.

Avis lecteurs: N’hésitez pas à nous faire part de vos commentaires en écrivant à l’adresse reception@lefranco.ab.ca

L’équipe du Franco reconnaît qu’elle exerce ses activités sur les territoires visés par les traités no 4, 6, 7, 8 et 10, des lieux de rencontre traditionnels et la patrie de nombreux peuples autochtones dont les Cris, les Dénés, les Sioux Nakota, les Saulteaux, les Ojibwés, les Niitsitapi (Pieds-Noirs) et les Métis.

Nous prenons acte de leur empreinte sur ce territoire au fil des siècles et de leur rapport spirituel et concret à la terre, source d’un riche patrimoine pour notre vie communautaire.

Alberta
Weekly Newspapers
Association

Lignes Agates Marketing

réseau : presse

FIER MEMBRE

CentralWeb

Heatset & Coldset Web Printing

Nous reconnaissons l’appui financier du gouvernement du Canada

Canada



Les aînés en savent beaucoup, mais il y a toujours plus à savoir.

Rendez-vous à Canada.ca/aines ou appelez au 1 800 O-Canada (1 800 622-6232)

Pour vieillir en toute sécurité, renseignez-vous sur les programmes, services et ressources accessibles aux aînés.



Passeport

DU 22 AU 26 FÉVRIER
FROM FEB 22 - FEB 26



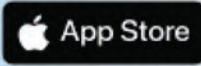
LUNITHEATRE.CA







TROUVEZ ENCORE PLUS DE CONTENU SUR NOTRE APPLICATION MOBILE





LE CARNAVAL DE ST-ISIDORE, GRANDE TRADITION FRANCO-ALBERTAINE

À environ 5 heures au nord d'Edmonton se trouve la communauté francophone bien vivante de St-Isidore, fondée dans les années 1950 par un groupe d'agriculteurs venus du Saguenay-Lac-Saint-Jean, au Québec. En 1993, St-Isidore a tenu son tout premier Carnaval, inspiré de celui de Québec. Après deux ans d'absence en raison de la COVID-19, le mois de février marquera le grand retour de cet événement, qui en est à sa 40^e édition cette année.

ST-ISIDORE

★ ★ ★ DIVERTISSEMENT

FRANCOPRESSE

Les propos ont été réorganisés pour des raisons de cohérence et de longueur.

MARC POIRIER
JOURNALISTE



↑ Les sculptures de neige sont une composante importante du Carnaval de St-Isidore. Crédit : Wikimedia Commons, Share Alike 3.0, 2009

Ln raison de la pandémie, le Carnaval de St-Isidore a dû faire une pause pendant deux ans. Son retour cette année, les 17 et 18 février, marque le 40^e anniversaire de l'événement. La présidente du Carnaval de St-Isidore depuis une dizaine d'années, Chantal Monfette, explique à quoi peuvent s'attendre les carnavaliers.

FRANCOPRESSE (FP) : LE CARNAVAL DE ST-ISIDORE FÊTE SES 40 ANS CETTE ANNÉE. EN FEREZ-VOUS UNE ÉDITION SPÉCIALE?
C'est un peu le même format qu'on a depuis quelques années. Juste le fait qu'on revienne, ce sera le côté spécial du carnaval cette année. On a toujours les mets francophones, la musique francophone, les danseurs, la gigue. On a aussi les ducs et duchesses qui reviendront.
C'est un festival pour promouvoir la culture francophone. Pour pouvoir vivre, chanter et danser en français. On a beaucoup d'artistes locaux et du Canada qui viennent. C'est une rencontre familiale aussi. Ça donne lieu à des retrouvailles. C'est une édition

importante et surtout, de revenir après deux ans d'absence à cause de la COVID, c'est important.
Il y a les sculptures de neige aussi. C'est un gros élément du carnaval. Ça suit le thème de l'événement et, cette année, le thème est *Le Grand Duc et le Festival des sorciers*. On a des professionnels qui viennent faire des sculptures. On met aussi des blocs de neige pour les gens qui voudraient en faire pendant le carnaval. Il y a des compétitions avec un prix amateur et un prix professionnel.

FP : LE CARNAVAL EST DONC UN ÉVÈNEMENT IMPORTANT POUR LA VITALITÉ DU VILLAGE?
L'événement a pris de l'ampleur depuis les débuts. On a habituellement environ 600 à 1000 participants pendant la fin de semaine. La semaine, on accueille les élèves des écoles francophones et d'immersion de la région. Ça fait environ 200 élèves par jour pendant trois jours. On leur montre c'est quoi vivre en français pendant une journée.
Les élèves vont faire une promenade en traineau tiré par des chevaux. Ils vont manger de la tire sur la neige, jouer à différents jeux. Il y a aussi le rallye; c'est tout en français. Les écoles francophones viennent une journée et les écoles d'immersion une autre journée; le niveau de français pour les événements n'est pas le même pour les deux groupes.

FP : QU'EST-CE QUI A MOTIVÉ ST-ISIDORE À ORGANISER UN CARNAVAL AU DÉBUT DES ANNÉES 1990?
C'était l'idée de réunir les francophones et de ne pas perdre notre identité. C'était la continuité et tout ça, de promouvoir la culture et de la garder. On tient assez fort au fait français.

FP : AU DÉBUT, L'ÉVÈNEMENT ÉTAIT INSPIRÉ DU CARNAVAL DE QUÉBEC, N'EST-CE PAS?
Oui, les premières années, il y avait des échanges. Des gens d'ici y allaient et des gens de Québec venaient ici. On avait un bonhomme carnaval au début. Il était différent de celui de Québec. À un moment donné, on a décidé de changer notre mascotte. Maintenant, c'est le Grand Duc. Il se promène pendant le carnaval.
Avant, on avait un roi et une reine du carnaval. Cette année, ce sera une seule personne, un homme ou une femme. On va choisir lors la journée d'ouverture, le vendredi soir. Les gens peuvent donner leur nom pour participer. Ils vendent des billets. Ils vont avoir leur nom dans



↑ Chantal Monfette est présidente du Carnaval de St-Isidore, en Alberta. Crédit : Chantal Monfette



↑ La tire d'érable sur la neige est une des activités du Carnaval de St-Isidore. Crédit : Centre culturel de St-Isidore, Alberta.

le chapeau. Celui qui a le plus de noms pigés devient roi ou reine. Le dimanche, on finit avec la messe et un brunch communautaire.

FP : ON PEUT IMAGINER QUE LE VILLAGE A CHANGÉ BEAUCOUP DEPUIS LES DÉBUTS?
Moi, j'ai vécu toute ma vie ici. Les premiers habitants sont venus du Québec, du Saguenay. C'était dans le bois. Ils ont défriché. À l'époque, c'était très isolé. C'est sûr qu'il y a des anglophones qui sont venus vivre dans la communauté, puis c'est du monde qui apprécie qu'est-ce qu'il y a là. C'est une petite communauté. À peu près 400 à 600 personnes dans les environs. C'est un hameau, donc une communauté rurale. On y tient assez fort à la francophonie. ▲

✳

GLOSSAIRE

MASCOTTE

Personnage, animal, ou objet considérés comme porte-bonheur, fétiches